ROYAUME DU MAROC

BULLETIN OFFICIEL

EDITION DE TRADUCTION OFFICIELLE

EDITIONS	TARIFS D'ABONNEMENT		ABONNEMENT IMPRIMERIE OFFICIELLE RABAT - CHELLAH Tél. : 05.37.76.50.24 - 05.37.76.50.25 05.37.76.54.13 Compte n° : 310 810 101402900442310133 ouvert à la Trésorerie Préfectorale de Rabat au nom du régisseur des recettes de l'Imprimerie officielle	
	AU MAROC			A L'ETRANGER
	6 mois	1 an		
Edition générale.....	250 DH	400 DH	A destination de l'étranger, par voles ordinaire, aérienne ou de la poste rapide internationale, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur.	
Edition des débats de la Chambre des Représentants.....	—	200 DH		
Edition des débats de la Chambre des Conseillers.....	—	200 DH		
Edition des annonces légales, judiciaires et administratives...	250 DH	300 DH		
Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière..	250 DH	300 DH		
Edition de traduction officielle.....	150 DH	200 DH		

L'édition de traduction officielle contient la traduction officielle des lois et règlements ainsi que le texte en langue étrangère des accords internationaux lorsqu'aux termes des accords, ledit texte fait foi, soit seul, soit concurremment avec le texte arabe

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GENERAUX**Code électoral.**

Dahir n° 1-15-96 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 43-15 portant ratification du décret-loi n° 2-15-260 du 14 jourmada II 1436 (4 avril 2015) modifiant et complétant la loi n° 9-97 relative au code électoral..... 3419

Accord relatif aux mesures du ressort de l'Etat du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, adopté par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Dahir n° 1-15-97 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 60-14 portant approbation de l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'Etat du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, adopté par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) lors de sa trente-sixième session, tenue à Rome du 18 au 23 novembre 2009..... 3419

Convention de coopération judiciaire en matière civile entre le Royaume du Maroc et la Bosnie-Herzégovine.

Pages

Dahir n° 1-15-98 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 76-14 portant approbation de la Convention de coopération judiciaire en matière civile et commerciale, faite à Rabat le 19 février 2014 entre le Royaume du Maroc et la Bosnie-Herzégovine..... 3420

Royaume du Maroc et République italienne :

- Accord additionnel à la Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et d'extradition.

Dahir n° 1-15-99 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 66-14 portant approbation de l'Accord additionnel à la Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et d'extradition faite à Rome le 12 février 1971 entre le Royaume du Maroc et la République italienne, fait à Rabat le 1^{er} avril 2014..... 3420

	Pages		Pages
<ul style="list-style-type: none"> • Convention sur le transfèrement des personnes condamnées. 		<ul style="list-style-type: none"> • Convention entre le Royaume du Maroc et la République d'Estonie en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu. 	
<p><i>Dahir n° 1-15-103 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 53-14 portant approbation de la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées, faite à Rabat le 1^{er} avril 2014 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République italienne.....</i></p>	3421	<p><i>Dahir n° 1-15-104 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 93-14 portant approbation de la Convention faite à New York le 25 septembre 2013 entre le Royaume du Maroc et la République d'Estonie en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.</i></p>	3423
<p>Note d'entente de coopération dans les domaines de la fonction publique (service civil) et la modernisation de l'administration entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume de Bahreïn.</p>		<p>Protocole facultatif à la Convention pour la lutte contre toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies.</p>	
<p><i>Dahir n° 1-15-100 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 22-14 portant approbation de la Note d'entente de coopération dans les domaines de la fonction publique (service civil) et la modernisation de l'administration, faite à Rabat le 1^{er} safar 1435 (5 décembre 2013) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume de Bahreïn.</i></p>	3421	<p><i>Dahir n° 1-15-112 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 125-12 portant approbation du Protocole facultatif à la Convention pour la lutte contre toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme, adopté à New York le 6 octobre 1999 par l'Assemblée générale des Nations Unies.</i></p>	3423
<p>Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Communauté française de Belgique sur le statut juridique des établissements scolaires belges à programme d'enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles au Maroc.</p>		<p>Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.</p>	
<p><i>Dahir n° 1-15-101 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 94-14 portant approbation de l'Accord fait à Rabat le 21 mai 2014 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Communauté française de Belgique (Fédération Wallonie-Bruxelles) sur le statut juridique des établissements scolaires belges à programme d'enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles au Maroc.....</i></p>	3422	<p><i>Dahir n° 1-15-113 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 126-12 portant approbation du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, fait à New York le 16 décembre 1966.....</i></p>	3424
<p>Accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire marocain et saoudien entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite.</p>		<p>Protocole additionnel à la Convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française.</p>	
<p><i>Dahir n° 1-15-102 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 107-14 portant approbation de l'Accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire marocain et saoudien, fait à Marrakech le 11 jourmada I 1435 (13 mars 2014) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite.</i></p>	3422	<p><i>Dahir n° 1-15-114 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 37-15 portant approbation du Protocole additionnel à la Convention d'entraide judiciaire en matière pénale faite à Rabat le 18 avril 2008 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française, fait à Rabat le 6 février 2015.</i></p>	3424

Pages	Pages
Convention de Minamata sur le mercure.	Accord entre le Royaume du Maroc et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement relatif au Bureau et aux activités de ladite Banque au Maroc
<i>Dahir n° 1-15-115 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 05-15 portant approbation de la Convention de Minamata sur le mercure, signée le 10 octobre 2013 lors de la Conférence diplomatique tenue à Kumamoto (Japon) du 7 au 11 octobre 2013.</i>	<i>Dahir n° 1-15-122 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 12-15 portant approbation de l'Accord fait à Rabat le 24 septembre 2014 entre le Royaume du Maroc et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) relatif au Bureau et aux activités de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement au Maroc. .</i>
3425	3428
Accord de siège entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Comité international de la Croix-Rouge.	Interprofessions agricoles et halieutiques :
<i>Dahir n° 1-15-116 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 08-15 portant approbation de l'Accord de siège fait à Rabat le 24 novembre 2014 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).</i>	• Règlement intérieur du comité consultatif.
3425	<i>Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 2288-14 du 21 chaabane 1435 (19 juin 2014) fixant le règlement intérieur du comité consultatif de l'interprofession agricole et halieutique.</i>
Gouvernement du Royaume du Maroc et gouvernement de la République de Côte d'Ivoire :	3428
• Convention sur l'extradition.	• Formes et modalités de reconnaissance et de retrait de reconnaissance des interprofessions.
<i>Dahir n° 1-15-117 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 17-15 portant approbation de la Convention sur l'extradition faite à Marrakech le 20 janvier 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire.</i>	<i>Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 2289-14 du 27 chaabane 1435 (25 juin 2014) fixant les formes et les modalités de reconnaissance et de retrait de reconnaissance des interprofessions agricoles.</i>
3426	3430
• Accord relatif à la coopération en matière de sécurité.	• Statut-type.
<i>Dahir n° 1-15-118 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 23-15 portant approbation de l'Accord relatif à la coopération en matière de sécurité fait à Marrakech le 20 janvier 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire.</i>	<i>Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 586-15 du 6 jourmada I 1436 (25 février 2015) fixant le statut-type des interprofessions agricoles.</i>
3426	3433
• Accord d'assistance mutuelle administrative en matière douanière.	Douane.– Application d'une mesure de sauvegarde définitive sur les importations des tôles laminées à froid et des tôles plaquées ou revêtues.
<i>Dahir n° 1-15-121 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 22-15 portant approbation de l'Accord d'assistance mutuelle administrative en matière douanière, fait à Marrakech le 20 janvier 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire.</i>	<i>Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n° 2860-15 du 1^{er} kaada 1436 (17 août 2015) portant application d'une mesure de sauvegarde définitive sur les importations des tôles laminées à froid et des tôles plaquées ou revêtues.</i>
3427	3438
Convention de coopération en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat des Emirats Arabes Unis.	TEXTES PARTICULIERS
<i>Dahir n° 1-15-119 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 35-15 portant approbation de la Convention de coopération en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme, faite à Casablanca le 17 mars 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat des Emirats Arabes Unis.</i>	Hydrocarbures :
3427	• Prorogation exceptionnelle de permis de recherche.
	<i>Arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 284-15 du 17 rabii I 1436 (9 janvier 2015) accordant la prorogation exceptionnelle de permis de recherche d'hydrocarbures dit « RHARB CENTRE » à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société « Gulfsands Petroleum Morocco Limited ».</i>
	3440

	Pages		Pages
<i>Arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 285-15 du 17 rabii I 1436 (9 janvier 2015) accordant la prorogation exceptionnelle du permis de recherche d'hydrocarbures dit « RHARB SUD » à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société «Gulfsands Petroleum Morocco Limited».</i>	3442	<i>Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n°1747-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant agrément de la société « VILMORIN ATLAS » pour commercialiser des semences standard de légumes.</i>	3448
<i>Arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 1402-15 du 3 regeb 1436 (22 avril 2015) accordant la prorogation exceptionnelle de la durée de validité du permis de recherche d'hydrocarbures dit « SEBOU » à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société «Circle Oil Maroc limited».</i>	3443	<i>Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 1748-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant agrément de la société « RIJK ZWAAN MAROC » pour commercialiser des semences standard de légumes.</i>	3448
• Cession totale des parts d'intérêt.		<i>Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 1749-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant agrément de la société « MACHTAL JANAH ESSALAM » pour commercialiser des semences standard de légumes.</i>	3449
<i>Arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 2762-15 du 27 ramadan 1436 (14 juillet 2015) instituant la cession totale des parts d'intérêt détenues par la société « DVM International SARL » dans les permis de recherche d'hydrocarbures dits « TARFAYA OFFSHORE I à VIII » au profit de la société « GALP Energia Tarfaya B.V. ».</i>	3444	<i>Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 1750-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant agrément de la société « AGREMBAL » pour commercialiser des semences standard de légumes.</i>	3450
Agréments pour la commercialisation de semence et de plants.		<i>Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 1751-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant agrément de la société « HORTIPROD » pour commercialiser des semences standard de légumes.</i>	3450
<i>Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 1744-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant agrément de la société « SYNGENTA MAROC » pour commercialiser des semences certifiées de céréales à pailles, du maïs, des légumineuses alimentaires, des légumineuses fourragères, des oléagineuses, de betteraves industrielles et fourragères et des semences standard de légumes.</i>	3445	<i>Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 1752-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant agrément de la société « ACHTAL » pour commercialiser des semences standard de légumes.</i>	3451
<i>Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 1745-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant agrément de la société « CAPITAL AGRISCIENCE » pour commercialiser des semences certifiées de céréales à pailles, du maïs, des légumineuses alimentaires, des légumineuses fourragères, des oléagineuses, des semences standard de légumes et des plants certifiés de pomme de terre.</i>	3446	<i>Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 1753-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant agrément de la société « MAGHREB PALM » pour commercialiser des plants certifiés de palmier dattier.</i>	3451
<i>Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 1746-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant agrément de la société « AGRIVAL » pour commercialiser des semences certifiées de céréales à pailles, du maïs, des légumineuses alimentaires, des légumineuses fourragères, des oléagineuses, et des semences standard de légumes.</i>	3447	<i>Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 1754-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant agrément de la pépinière « BIYADE » pour commercialiser des plants certifiés d'olivier, des rosacées à pépins et des semences et plants certifiés des rosacées à noyau.</i>	3452
		<i>Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 1755-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant agrément de la société « BOUYNSAN » pour commercialiser des plants certifiés d'olivier.</i>	3453

TEXTES GENERAUX

Dahir n° 1-15-96 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 43-15 portant ratification du décret-loi n° 2-15-260 du 14 jourmada II 1436 (4 avril 2015) modifiant et complétant la loi n° 9-97 relative au code électoral.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42 et 50,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 43-15 portant ratification du décret-loi n° 2-15-260 du 14 jourmada II 1436 (4 avril 2015) modifiant et complétant la loi n° 9-97 relative au code électoral, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*

* *

Loi n° 43-15

portant ratification du décret-loi n° 2-15-260 du 14 jourmada II 1436 (4 avril 2015) modifiant et complétant la loi n° 9-97 relative au code électoral

Article unique

Est ratifié le décret-loi n° 2-15-260 du 14 jourmada II 1436 (4 avril 2015) modifiant et complétant la loi n° 9-97 relative au code électoral.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6387 du 1^{er} kaada 1436 (17 août 2015).

Dahir n° 1-15-97 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 60-14 portant approbation de l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'Etat du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, adopté par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) lors de sa trente-sixième session, tenue à Rome du 18 au 23 novembre 2009.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2^{ème} alinéa),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 60-14 portant approbation de l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'Etat du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, adopté par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) lors de sa trente-sixième session, tenue à Rome du 18 au 23 novembre 2009, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*

* *

Loi n° 60-14

**portant approbation de l'Accord
relatif aux mesures du ressort de l'Etat du port
visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite,
non déclarée et non réglementée, adopté par
la Conférence de l'Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
lors de sa trente-sixième session, tenue à Rome
du 18 au 23 novembre 2009**

Article unique

Est approuvé l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'Etat du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, adopté par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) lors de sa trente-sixième session, tenue à Rome du 18 au 23 novembre 2009.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6387 du 1^{er} kaada 1436 (17 août 2015).

Dahir n° 1-15-98 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 76-14 portant approbation de la Convention de coopération judiciaire en matière civile et commerciale, faite à Rabat le 19 février 2014 entre le Royaume du Maroc et la Bosnie-Herzégovine.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2^{ème} alinéa),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 76-14 portant approbation de la Convention de coopération judiciaire en matière civile et commerciale, faite à Rabat le 19 février 2014 entre le Royaume

du Maroc et la Bosnie-Herzégovine, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,
ABDEL-ILAH BENKIRAN.*

*
* *

Loi n° 76-14

portant approbation de la Convention de coopération judiciaire en matière civile et commerciale, faite à Rabat le 19 février 2014 entre le Royaume du Maroc et la Bosnie-Herzégovine

Article unique

Est approuvée la Convention de coopération judiciaire en matière civile et commerciale, faite à Rabat le 19 février 2014 entre le Royaume du Maroc et la Bosnie-Herzégovine.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6387 du 1^{er} kaada 1436 (17 août 2015).

Dahir n° 1-15-99 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 66-14 portant approbation de l'Accord additionnel à la Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et d'extradition faite à Rome le 12 février 1971 entre le Royaume du Maroc et la République italienne, fait à Rabat le 1^{er} avril 2014.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2^{ème} alinéa),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 66-14 portant approbation de l'Accord additionnel à la Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et d'extradition faite à Rome le 12 février 1971 entre le Royaume du Maroc et la République italienne, fait à Rabat le 1^{er} avril 2014, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,
ABDEL-ILAH BENKIRAN.*

*
* *

Loi n° 66-14

**portant approbation de l'Accord additionnel
à la Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur
des jugements et d'extradition faite à Rome le 12 février 1971
entre le Royaume du Maroc et la République italienne,
fait à Rabat le 1^{er} avril 2014**

Article unique

Est approuvé l'Accord additionnel à la Convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et d'extradition faite à Rome le 12 février 1971 entre le Royaume du Maroc et la République italienne, fait à Rabat le 1^{er} avril 2014.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6387 du 1^{er} kaada 1436 (17 août 2015).

Dahir n° 1-15-103 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 53-14 portant approbation de la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées, faite à Rabat le 1^{er} avril 2014 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République italienne.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2^{ème} alinéa),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 53-14 portant approbation de la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées, faite à Rabat le 1^{er} avril 2014 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République italienne, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,
ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*
* *

Loi n° 53-14

**portant approbation de la Convention
sur le transfèrement des personnes condamnées,
faite à Rabat le 1^{er} avril 2014 entre le gouvernement
du Royaume du Maroc et le gouvernement
de la République italienne**

Article unique

Est approuvée la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées, faite à Rabat le 1^{er} avril 2014 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République italienne.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6387 du 1^{er} kaada 1436 (17 août 2015).

Dahir n° 1-15-100 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 22-14 portant approbation de la Note d'entente de coopération dans les domaines de la fonction publique (service civil) et la modernisation de l'administration, faite à Rabat le 1^{er} safar 1435 (5 décembre 2013) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume de Bahreïn.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2^{ème} alinéa),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 22-14 portant approbation de la Note d'entente de coopération dans les domaines de la fonction publique (service civil) et la modernisation de l'administration, faite à Rabat le 1^{er} safar 1435 (5 décembre 2013) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume de Bahreïn, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,
ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*

* *

Loi n° 22-14

portant approbation de la Note d'entente de coopération dans les domaines de la fonction publique (service civil) et la modernisation de l'administration, faite à Rabat le 1^{er} safar 1435 (5 décembre 2013) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume de Bahreïn

Article unique

Est approuvée la Note d'entente de coopération dans les domaines de la fonction publique (service civil) et la modernisation de l'administration, faite à Rabat le 1^{er} safar 1435 (5 décembre 2013) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume de Bahreïn.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6387 du 1^{er} kaada 1436 (17 août 2015).

Dahir n° 1-15-101 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 94-14 portant approbation de l'Accord fait à Rabat le 21 mai 2014 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Communauté française de Belgique (Fédération Wallonie-Bruxelles) sur le statut juridique des établissements scolaires belges à programme d'enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles au Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2^{ème} alinéa),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 94-14 portant approbation de l'Accord fait à Rabat le 21 mai 2014 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Communauté française de Belgique (Fédération Wallonie-Bruxelles) sur le statut juridique des établissements scolaires belges à programme d'enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles au Maroc, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contreséing :

Le Chef du gouvernement,

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*

* *

Loi n° 94-14

portant approbation de l'Accord fait à Rabat le 21 mai 2014 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Communauté française de Belgique (Fédération Wallonie-Bruxelles) sur le statut juridique des établissements scolaires belges à programme d'enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles au Maroc

Article unique

Est approuvé l'Accord fait à Rabat le 21 mai 2014 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la Communauté française de Belgique (Fédération Wallonie-Bruxelles) sur le statut juridique des établissements scolaires belges à programme d'enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles au Maroc.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6387 du 1^{er} kaada 1436 (17 août 2015).

Dahir n° 1-15-102 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 107-14 portant approbation de l'Accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire marocain et saoudien, fait à Marrakech le 11 jourmada I 1435 (13 mars 2014) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2^{ème} alinéa),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 107-14 portant approbation de l'Accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire marocain et saoudien, fait à Marrakech le 11 jourmada I 1435 (13 mars 2014) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contreséing :

Le Chef du gouvernement,

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*

* *

Loi n° 107-14
portant approbation de l'Accord relatif
à la reconnaissance réciproque des permis de conduire marocain
et saoudien, fait à Marrakech
le 11 jourmada I 1435 (13 mars 2014)
entre le gouvernement du Royaume du Maroc
et le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite

Article unique

Est approuvé l'Accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire marocain et saoudien, fait à Marrakech le 11 jourmada I 1435 (13 mars 2014) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6387 du 1^{er} kaada 1436 (17 août 2015).

Dahir n° 1-15-104 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 93-14 portant approbation de la Convention faite à New York le 25 septembre 2013 entre le Royaume du Maroc et la République d'Estonie en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2^{ème} alinéa),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 93-14 portant approbation de la Convention faite à New York le 25 septembre 2013 entre le Royaume du Maroc et la République d'Estonie en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contreseing :
Le Chef du gouvernement,
 ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*
 * *

Loi n° 93-14
portant approbation de la Convention
faite à New York le 25 septembre 2013
entre le Royaume du Maroc et la République d'Estonie
en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion
fiscale
en matière d'impôts sur le revenu

Article unique

Est approuvée la Convention faite à New York le 25 septembre 2013 entre le Royaume du Maroc et la République d'Estonie en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6387 du 1^{er} kaada 1436 (17 août 2015).

Dahir n° 1-15-112 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 125-12 portant approbation du Protocole facultatif à la Convention pour la lutte contre toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme, adopté à New York le 6 octobre 1999 par l'Assemblée générale des Nations Unies.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2^{ème} alinéa),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 125-12 portant approbation du Protocole facultatif à la Convention pour la lutte contre toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme, adopté à New York le 6 octobre 1999 par l'Assemblée générale des Nations Unies, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contreseing :
Le Chef du gouvernement,
 ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*
 * *

Loi n° 125-12

**portant approbation du Protocole facultatif
à la Convention pour la lutte contre toutes les formes
de discrimination à l'égard de la femme,
adopté à New York le 6 octobre 1999 par
l'Assemblée générale des Nations Unies**

Article unique

Est approuvé le Protocole facultatif à la Convention pour la lutte contre toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme, adopté à New York le 6 octobre 1999 par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6387 du 1^{er} kaada 1436 (17 août 2015).

Dahir n° 1-15-113 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 126-12 portant approbation du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, fait à New York le 16 décembre 1966.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2^{ème} alinéa),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 126-12 portant approbation du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, fait à New York le 16 décembre 1966, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,
ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*

* *

Loi n° 126-12

**portant approbation du Protocole facultatif
se rapportant au Pacte international relatif
aux droits civils et politiques,
fait à New York le 16 décembre 1966**

Article unique

Est approuvé le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, fait à New York le 16 décembre 1966.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6387 du 1^{er} kaada 1436 (17 août 2015).

Dahir n° 1-15-114 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 37-15 portant approbation du Protocole additionnel à la Convention d'entraide judiciaire en matière pénale faite à Rabat le 18 avril 2008 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française, fait à Rabat le 6 février 2015.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2^{ème} alinéa),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 37-15 portant approbation du Protocole additionnel à la Convention d'entraide judiciaire en matière pénale faite à Rabat le 18 avril 2008 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française, fait à Rabat le 6 février 2015, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,
ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*

* *

Loi n° 37-15

**portant approbation du Protocole additionnel
à la Convention d'entraide judiciaire en matière pénale
faite à Rabat le 18 avril 2008
entre le gouvernement du Royaume du Maroc
et le gouvernement de la République française,
fait à Rabat le 6 février 2015**

Article unique

Est approuvé le Protocole additionnel à la Convention d'entraide judiciaire en matière pénale faite à Rabat le 18 avril 2008 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française, fait à Rabat le 6 février 2015.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6387 du 1^{er} kaada 1436 (17 août 2015).

Dahir n° 1-15-115 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 05-15 portant approbation de la Convention de Minamata sur le mercure, signée le 10 octobre 2013 lors de la Conférence diplomatique tenue à Kumamoto (Japon) du 7 au 11 octobre 2013.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2^{ème} alinéa),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 05-15 portant approbation de la Convention de Minamata sur le mercure, signée le 10 octobre 2013 lors de la Conférence diplomatique tenue à Kumamoto (Japon) du 7 au 11 octobre 2013, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*
* *

Loi n° 05-15

**portant approbation de la Convention de Minamata
sur le mercure, signée le 10 octobre 2013
lors de la Conférence diplomatique
tenue à Kumamoto (Japon) du 7 au 11 octobre 2013**

Article unique

Est approuvée la Convention de Minamata sur le mercure, signée le 10 octobre 2013 lors de la Conférence diplomatique tenue à Kumamoto (Japon) du 7 au 11 octobre 2013.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6387 du 1^{er} kaada 1436 (17 août 2015).

Dahir n° 1-15-116 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 08-15 portant approbation de l'Accord de siège fait à Rabat le 24 novembre 2014 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2^{ème} alinéa),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 08-15 portant approbation de l'Accord de siège fait à Rabat le 24 novembre 2014 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*
* *

Loi n° 08-15

**portant approbation de l'Accord de siège
fait à Rabat le 24 novembre 2014
entre le gouvernement du Royaume du Maroc
et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)**

Article unique

Est approuvé l'Accord de siège fait à Rabat le 24 novembre 2014 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6387 du 1^{er} kaada 1436 (17 août 2015).

Dahir n° 1-15-117 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 17-15 portant approbation de la Convention sur l'extradition faite à Marrakech le 20 janvier 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2^{ème} alinéa),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 17-15 portant approbation de la Convention sur l'extradition faite à Marrakech le 20 janvier 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*

* *

Loi n° 17-15

**portant approbation de la Convention sur l'extradition
faite à Marrakech le 20 janvier 2015
entre le gouvernement du Royaume du Maroc
et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire**

Article unique

Est approuvée la Convention sur l'extradition, faite à Marrakech le 20 janvier 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6387 du 1^{er} kaada 1436 (17 août 2015).

Dahir n° 1-15-118 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 23-15 portant approbation de l'Accord relatif à la coopération en matière de sécurité fait à Marrakech le 20 janvier 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2^{ème} alinéa),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 23-15 portant approbation de l'Accord relatif à la coopération en matière de sécurité fait à Marrakech le 20 janvier 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*

* *

Loi n° 23-15

**portant approbation de l'Accord
relatif à la coopération en matière de sécurité
fait à Marrakech le 20 janvier 2015
entre le gouvernement du Royaume du Maroc
et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire**

Article unique

Est approuvé l'Accord relatif à la coopération en matière de sécurité fait à Marrakech le 20 janvier 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6387 du 1^{er} kaada 1436 (17 août 2015).

Dahir n° 1-15-121 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 22-15 portant approbation de l'Accord d'assistance mutuelle administrative en matière douanière, fait à Marrakech le 20 janvier 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2^{ème} alinéa),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 22-15 portant approbation de l'Accord d'assistance mutuelle administrative en matière douanière, fait à Marrakech le 20 janvier 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*
* *

Loi n° 22-15

**portant approbation de l'Accord d'assistance mutuelle
administrative en matière douanière,
fait à Marrakech le 20 janvier 2015
entre le gouvernement du Royaume du Maroc
et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire**

Article unique

Est approuvé l'Accord d'assistance mutuelle administrative en matière douanière, fait à Marrakech le 20 janvier 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6387 du 1^{er} kaada 1436 (17 août 2015).

Dahir n° 1-15-119 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 35-15 portant approbation de la Convention de coopération en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme, faite à Casablanca le 17 mars 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat des Emirats Arabes Unis.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2^{ème} alinéa),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 35-15 portant approbation de la Convention de coopération en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme, faite à Casablanca le 17 mars 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat des Emirats Arabes Unis, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*
* *

Loi n° 35-15

**portant approbation de la Convention de coopération
en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme,
faite à Casablanca le 17 mars 2015
entre le gouvernement du Royaume du Maroc
et le gouvernement de l'Etat des Emirats Arabes Unis**

Article unique

Est approuvée la Convention de coopération en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme, faite à Casablanca le 17 mars 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat des Emirats Arabes Unis.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6387 du 1^{er} kaada 1436 (17 août 2015).

Dahir n° 1-15-122 du 18 chaoual 1436 (4 août 2015) portant promulgation de la loi n° 12-15 portant approbation de l'Accord fait à Rabat le 24 septembre 2014 entre le Royaume du Maroc et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) relatif au Bureau et aux activités de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement au Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 55 (2^{ème} alinéa),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIVIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 12-15 portant approbation de l'Accord fait à Rabat le 24 septembre 2014 entre le Royaume du Maroc et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) relatif au Bureau et aux activités de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement au Maroc, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Tétouan, le 18 chaoual 1436 (4 août 2015).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*

* *

Loi n° 12-15

**portant approbation de l'Accord
fait à Rabat le 24 septembre 2014
entre le Royaume du Maroc et la Banque européenne
pour la reconstruction et le développement (BERD)
relatif au Bureau et aux activités de la Banque européenne
pour la reconstruction et le développement au Maroc**

Article unique

Est approuvé l'Accord fait à Rabat le 24 septembre 2014 entre le Royaume du Maroc et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) relatif au Bureau et aux activités de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement au Maroc.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6387 du 1^{er} kaada 1436 (17 août 2015).

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 2288-14 du 21 chaabane 1435 (19 juin 2014) fixant le règlement intérieur du comité consultatif de l'interprofession agricole et halieutique.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE
MARITIME,

Vu le décret n° 2-12-602 du 9 rejev 1434 (20 mai 2013) pris pour l'application de la loi n° 03-12 relative aux interprofessions agricoles et halieutiques, notamment son article 5,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Est fixé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le règlement intérieur du comité consultatif de l'interprofession agricole et halieutique.

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 21 chaabane 1435 (19 juin 2014).

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* *

ANNEXE

**à l'arrêté du ministre de l'agriculture
et de la pêche maritime n° 2288-14
du 21 chaabane 1435 (19 juin 2014) fixant
le règlement intérieur du comité consultatif
de l'interprofession agricole et halieutique**

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU COMITÉ CONSULTATIF
DE L'INTERPROFESSION AGRICOLE ET HALIEUTIQUE

Chapitre Premier

*Organisation du comité consultatif de l'interprofession
agricole et halieutique*

Article premier*Présidence du Comité*

La présidence du comité est assurée par l'autorité gouvernementale chargée de l'agriculture ou son représentant ou l'autorité gouvernementale chargée de la pêche maritime ou son représentant, selon que la demande d'avis concerne l'interprofession agricole ou l'interprofession halieutique.

Le président fixe l'ordre du jour des réunions du comité et les préside.

Il convoque les membres du comité et peut inviter aux réunions toute personne dont la présence lui paraît utile, en raison de ses connaissances ou de ses compétences dans les domaines agricoles ou halieutiques, compte tenu des points fixés à l'ordre du jour.

Article 2*Secrétariat du comité*

Le secrétariat du comité est assuré par :

- la direction du développement des filières de production relevant de l'autorité gouvernementale chargée de l'agriculture – département de l'agriculture - pour les demandes d'avis relatives aux interprofessions agricoles et toute autre question concernant le domaine de l'agriculture ;
- la direction de la coopération et des affaires juridiques relevant de l'autorité gouvernementale chargée de la pêche maritime- Département de la pêche maritime- pour les demandes d'avis relatives aux interprofessions halieutiques et toute autre question concernant le domaine halieutique.

Le secrétariat assiste le président du comité. A cet effet, il :

- prépare une proposition de l'ordre du jour qu'il soumet au président ;
- adresse les convocations signées par le président aux membres du comité ;
- prépare les dossiers dont l'examen est prévu dans l'ordre du jour accompagnés, si nécessaire, de la documentation s'y rapportant ;
- établit les procès-verbaux des réunions du comité et tient ses archives ;
- adresse au président des rapports périodiques des activités du comité.

Chapitre II*Fonctionnement du comité***Article 3***Convocation*

A compter de la date de réception de toute demande d'avis de reconnaissance ou de retrait de reconnaissance d'interprofessions ou d'extension d'accords interprofessionnels, le président convoque le comité dans les meilleurs délais et au plus tard à la fin du semestre au cours duquel la demande lui est parvenue.

La convocation doit indiquer le lieu et la date de la réunion. Elle est accompagnée de l'ordre du jour et, pour chaque demande d'avis, d'une note de synthèse des documents accompagnant ladite demande.

La convocation et les pièces l'accompagnant sont adressées aux membres du comité, par tout moyen faisant preuve de la réception, y compris par voie électronique, quinze (15) jours au moins avant la date prévue pour la réunion.

Article 4*Réunions*

Le comité se réunit valablement lorsque la moitié au moins de ses membres sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est adressée pour une réunion suivante dans un délai de quinze (15) jours. Dans ce cas, le Comité se réunit valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Le comité rend ses avis par consensus des membres présents et à défaut, à la majorité des voix. En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

Article 5

Procès-verbaux

Toute réunion du comité fait l'objet d'un procès-verbal établi séance tenante et signé par le président et tous les membres présents du Comité.

Tout procès-verbal doit mentionner :

- le lieu, la date et l'heure de la réunion ;
- l'ordre du jour ;
- les noms, prénoms et qualités des membres présents ;
- le ou les avis émis par le comité dûment justifiés.

Article 6

Transmission des avis

Les avis du comité sont transmis par le président à l'autorité gouvernementale concernée, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de la réunion du comité.

Chapitre III*Dispositions diverses*

Article 7

Confidentialité

Les membres du comité et toute autre personne ayant pris part, à titre consultatif, aux travaux dudit comité sont soumis aux règles de confidentialité, en ce qui concerne la teneur des réunions et des documents auxquels ils ont accès.

Article 8

Respect du règlement intérieur

Tous les membres du comité prennent connaissance du règlement intérieur et s'engagent à le respecter.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6390 bis du 12 kaada 1436 (28 août 2015).

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 2289-14 du 27 chaabane 1435 (25 juin 2014) fixant les formes et les modalités de reconnaissance et de retrait de reconnaissance des interprofessions agricoles.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME,

Vu la loi n° 03-12 relative aux interprofessions agricoles et halieutiques, promulguée par le dahir n° 1-12-14 du 27 chaabane 1433 (17 juillet 2012) ;

Vu le décret n° 2-12-602 du 9 rejeb 1434 (20 mai 2013) pris pour l'application de la loi n° 03-12 relative aux interprofessions agricoles et halieutiques, notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 2288-14 du 21 chaabane 1435 (19 juin 2014) fixant le règlement intérieur du comité consultatif de l'interprofession agricole et halieutique,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Toute demande de reconnaissance d'une interprofession agricole est adressée à l'autorité gouvernementale chargée de l'agriculture et déposée, contre récépissé, auprès de la direction du développement des filières de production qui assure le secrétariat du comité consultatif de l'interprofession, ci-après dénommé « le comité ».

Cette demande, rédigée conformément au modèle annexé au présent arrêté, et comprenant la mention de la qualité du déposant et sa signature, est accompagnée d'un dossier constitué des pièces et documents suivants :

1) une note détaillée précisant la filière de l'interprofession et ses domaines d'intervention ;

2) une copie du statut et une copie du règlement intérieur de l'interprofession ;

3) une copie du procès-verbal de l'assemblée générale constitutive de l'interprofession et de sa dernière assemblée générale ;

4) une copie du dernier rapport moral et du dernier rapport financier de l'interprofession ;

5) une copie du dernier rapport du commissaire aux comptes de l'interprofession dûment certifié par son président ;

6) pour chaque organisation professionnelle membre de l'interprofession, les pièces et documents suivants :

- une copie du statut, du règlement intérieur, si nécessaire, ou de tout autre document justifiant la création de l'organisation concernée ;

- une copie des rapports administratifs et financiers de chaque organisation professionnelle membre pour l'année précédant la date de la demande ;

- une copie des procès-verbaux de la constitution de l'organisation professionnelle membre et de sa dernière assemblée ;

7) une copie des documents permettant de vérifier que le niveau de représentativité des organisations professionnelles de la filière requis pour la reconnaissance de l'interprofession est respecté.

ART. 2. – Le secrétariat du comité procède à la vérification des pièces et documents constituant le dossier accompagnant la demande, dans un délai ne dépassant pas 30 jours ouvrables, à compter de la date de sa réception.

S'il apparaît, lors de cette vérification, que le dossier accompagnant la demande n'est pas complet, le secrétariat du comité dispose d'un délai de 30 jours ouvrables, à compter de la date de sa réception, pour demander à l'intéressé, par tout moyen faisant preuve de la réception, y compris par voie électronique, tout document ou pièce manquant ou complémentaire. Passé ce délai, et si aucun avis n'a été adressé au demandeur, la demande et le dossier l'accompagnant sont considérés comme complets.

L'interprofession concernée dispose d'un délai de 30 jours ouvrables pour compléter son dossier. À défaut, sa demande devient caduque.

ART. 3. – Lorsque la demande et le dossier l'accompagnant sont complets, le secrétariat les transmet au président du comité, dans un délai ne dépassant pas 30 jours ouvrables à compter de la date de la réception, selon le cas, de la demande ou de la dernière pièce ou document demandé en complément du dossier.

Le président du comité convoque alors, conformément à l'article 16 de la loi n° 03-12 susvisée, une réunion de celui-ci, aux fins de rendre son avis, selon les modalités prévues par son règlement intérieur fixé par l'arrêté n° 2288-14 susvisé.

ART. 4. – La reconnaissance de l'interprofession est prononcée par décision de l'autorité gouvernementale chargée de l'agriculture et notifiée à l'interprofession concernée.

Tout refus de reconnaissance de l'interprofession doit être motivé et notifié à l'interprofession concernée.

L'interprofession reconnue est inscrite sur la liste des « interprofessions reconnues » prévue à l'article 9 de la loi n° 03-12 précitée.

ART. 5. – Conformément aux dispositions de l'article 19 de la loi n° 03-12 précitée, toute interprofession agricole reconnue doit :

- transmettre à la direction du développement des filières de production, dans un délai de six (6) mois suivant la date de fin de l'exercice concerné, les documents mentionnés au deuxième alinéa dudit article 19 ;

- adresser à cette direction, à sa demande, tout document nécessaire à l'exercice des missions de contrôle dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de réception de la demande.

ART. 6. – Si, lors de la vérification des documents mentionnés à l'article 5 ci-dessus, il apparaît que l'interprofession agricole concernée ne satisfait plus aux conditions de reconnaissance fixées à l'article 5 de la loi n° 03-12 précitée, la direction du développement des filières de production en informe ladite interprofession et l'invite à se conformer auxdites conditions dans un délai de 6 mois.

Si, à l'issue du délai susindiqué, l'interprofession concernée ne s'est pas conformée auxdites conditions, le directeur du développement des filières de production adresse au président du comité une note d'information à ce sujet en vue de convoquer le comité pour rendre son avis sur le retrait de reconnaissance de l'interprofession concernée, conformément à son règlement intérieur fixé par l'arrêté n° 2288-14 précité.

ART. 7. – Le retrait de reconnaissance de l'interprofession agricole est prononcé par décision du ministre chargé de l'agriculture.

La décision de retrait de reconnaissance est notifiée à l'interprofession agricole concernée. Cette interprofession est retirée de la liste des « interprofessions reconnues » prévue à l'article 9 de la loi n° 03-12 précitée.

ART. 8. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 27 chaabane 1435 (25 juin 2014).

AZIZ AKHANNOUCH

*

* *

ANNEXE

à l'arrêté n°2289-14 du 27 chaabane 1435 (25 juin 2014) fixant les formes et les modalités de reconnaissance et de retrait de reconnaissance des interprofessions agricoles.

**Modèle de demande de reconnaissance
de l'interprofession agricole**

Demande de reconnaissance de l'interprofession agricole de la filière.....⁽¹⁾			
<u>Identification du demandeur :</u>		<u>Coordonnées de l'interprofession :</u>	
- Nom et prénom :.....		- Téléphone/Fax :.....	
- Domicile :.....		- Courriel :.....	
- Qualité :.....		- Site internet :.....	
Signature			
<u>Organisations professionnelles membres de l'interprofession :</u>			
Nom de l'organisation professionnelle	Coordonnées	Activité dans la filière	Poids économique dans la filière ⁽²⁾
<u>Liste des pièces et documents constituant le dossier accompagnant la demande:</u>			
<u>Pour l'interprofession</u>		<u>Pour chaque organisation professionnelle membre</u>	
1. Note détaillée précisant la filière de l'interprofession et ses domaines d'interventions	☐	1. Copie du statut, du règlement intérieur, si nécessaire, ou de tout autre document justifiant la création de l'organisation concernée	☐
2. Copie du statut de l'interprofession	☐	2. Copie du rapport administratif pour l'année précédant la date de la demande	☐
3. Copie du règlement intérieur de l'interprofession	☐	3. Copie du rapport financier pour l'année précédant la date de la demande	☐
4. Copie du procès-verbal de l'assemblée générale constitutive de l'interprofession et de la dernière assemblée générale	☐	4. Copie du procès-verbal de la constitution de l'organisation professionnelle	☐
5. Copie du dernier rapport moral et financier et du dernier rapport du commissaire au compte.	☐	5. Copie du procès-verbal de la dernière assemblée de l'organisation professionnelle	☐
⁽¹⁾ Indiquer le nom de la filière			
⁽²⁾ Fournir tout document permettant de justifier les données relatives au poids économique dans la filière.			

**Récépissé de dépôt de demande de reconnaissance de l'interprofession agricole de la
filière..... ***

Date :

Qualité et signature du responsable

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6390 bis du 12 kaada 1436 (28 août 2015).

**Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 586-15
du 6 jourmada I 1436 (25 février 2015) fixant le statut-type
des interprofessions agricoles.**

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE
MARITIME,

Vu loi n° 03-12 relative aux interprofessions agricoles
et halieutiques, promulguée par le dahir n° 1-12-14 du
27 chaabane 1433 (17 juillet 2012), notamment son article 5 ;

Vu le décret n° 2-12-602 du 9 regeb 1434 (20 mai 2013) pris
pour l'application de la loi n° 03-12 relative aux interprofessions
agricoles et halieutiques, notamment son article 3,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER. – Est fixé, tel qu'il est annexé au
présent arrêté, le statut-type des interprofessions agricoles.

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 6 jourmada I 1436 (25 février 2015).

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* *

ANNEXE

**à l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche
maritime n° 586-15 du 6 jourmada I 1436 (25 février 2015) fixant
le statut-type des interprofessions agricoles**

STATUT-TYPE DES INTERPROFESSIONS AGRICOLES

Chapitre premier

Dispositions générales

Article premier

Constitution, dénomination et principes généraux :

Il est constitué entre les organisations professionnelles
de la filière, une interprofession agricole régie par les
dispositions de la loi n° 03-12 relative aux interprofessions
agricoles et halieutiques promulguée par le dahir n° 1-12-14
du 27 chaabane 1433 (17 juillet 2012) et des textes pris pour
son application.

Cette interprofession est dénommée :,
en sigle.....

L'interprofession.....repose
dans sa composition et son fonctionnement sur le principe
de la parité dans la représentation de ses membres entre les
différentes activités constituant la filière.

L'interprofession..... adhère à l'association
des interprofessions agricoles prévue à l'article 21 de la loi
n° 03-12 précitée.

Article 2

Objet

L'interprofession constitue, dans le
cadre des dispositions de la loi n° 03-12 précitée, le cadre de
concertation des professionnels de la filière..... Elle a
pour objectifs le développement et la promotion de la filière
et assure la défense des intérêts professionnels communs de
ses membres.

A cet effet, l'interprofession entreprend toute action
visant à :

- la promotion des produits de la filière sur les
marchés intérieur et extérieur ;
- la prospection de nouveaux marchés et l'accompagnement
des professionnels de la filière dans la commercialisation
de leurs produits ;
- la participation à l'organisation de la commercialisation
interne ;
- la diffusion des informations relatives aux produits et
aux marchés et les faire connaître ;
- l'adaptation de la production et de la logistique à la
demande intérieure et extérieure, en conformité avec les
lois et les règlements en vigueur et les règles du marché ;
- la proposition et l'établissement de programmes de
recherche appliquée et le développement des produits
de la filière ;
- la vulgarisation des règles et des normes relatives
à la qualité, le conditionnement, l'emballage, la
transformation et la commercialisation des produits
de la filière ;
- la promotion et le développement des signes distinctifs
d'origine et de qualité et des productions biologiques
des produits de la filière ;
- l'accompagnement des professionnels dans la mise en
œuvre des règles sanitaires, phytosanitaires et de santé
animale concernant les produits de la filière ;

- la contribution à la formation technique et à l'encadrement des professionnels de la filière ;
- la promotion auprès des professionnels de la filière des bonnes pratiques en matière de protection et de préservation de l'environnement ;
- l'encouragement de l'agrégation comme mode d'organisation privilégié des professionnels conformément à la législation en vigueur ;
- la contribution au règlement à l'amiable des différends entre les professionnels de la filière.

En outre, l'interprofession : (*Mentionner, si nécessaire, tout autre domaine d'intervention de l'interprofession au profit de ses membres, dans le cadre de la loi n° 03-12 précitée*).....

Article 3

Siège

Le siège de l'Interprofessionest établi à
(*Indiquer ici l'adresse exacte*). Il peut être transféré en tout autre lieu par décision du Conseil d'Administration.

Article 4

Durée

La durée de l'interprofessionest illimitée, sauf dissolution.

Chapitre II

Composition de l'interprofession –

Conditions d'adhésion – Obligations des membres –

Perte de la qualité de membre de l'interprofession

Article 5

Composition

L'interprofession.....est composée des organisations professionnelles, légalement constituées, représentant les différentes activités de la filière.

Les organisations professionnelles composant l'interprofession.....à la date de sa constitution sont les suivantes :

1. Pour la production

- (*Insérer ici la liste des organisations professionnelles membres représentant l'activité de production*)

2. Pour la valorisation

- (*Insérer ici la liste des organisations professionnelles membres représentant l'activité de valorisation*)

3. Pour la transformation

- (*Insérer ici la liste des organisations professionnelles membres représentant l'activité de transformation*)

4. Pour la commercialisation

- (*Insérer ici la liste des organisations professionnelles membres représentant l'activité de commercialisation*)

Est également membre de l'interprofession le Président de l'Association des interprofessions prévue à l'article premier ci-dessus. Il assiste ou se fait représenter aux Assemblées Générales, sans droit de vote.

Article 6

Conditions d'adhésion

Toute organisation professionnelle de la filière, légalement constituée, peut adhérer à l'interprofession..... A cet effet, elle doit déposer auprès du Conseil d'Administration une demande d'adhésion accompagnée d'un dossier constitué des pièces et documents lui permettant de s'assurer que ladite organisation répond aux conditions légales de sa constitution. Cette demande est soumise à l'approbation de la première Assemblée générale ordinaire suivant la date de dépôt de la demande.

Si, lors de l'examen de la demande d'adhésion et du dossier l'accompagnant, par le Conseil d'administration, il apparaît que l'organisation professionnelle ne répond pas aux conditions requises, l'adhésion est refusée. Dans ce cas, l'organisation professionnelle concernée peut recourir à l'Assemblée générale ordinaire qui statue définitivement sur sa demande.

Toute décision de refus d'adhésion doit être motivée et notifiée à l'organisation professionnelle concernée.

L'adhésion définitive d'un nouveau membre est acquise suite à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire et après paiement du droit d'adhésion dû par celui-ci.

Article 7

Obligations des membres

L'adhésion à l'interprofession.....emporte adhésion au présent statut, à son règlement intérieur et à toutes les décisions de l'interprofession, y compris, pour les nouveaux membres, l'adhésion aux décisions antérieures.

Les membres de l'interprofession..... doivent s'acquitter du montant de leurs cotisations et autres contributions financières selon les modalités fixées par le règlement intérieur de l'interprofession.

Tout membre de l'interprofession doit s'abstenir de toute action ou attitude visant à porter atteinte à l'interprofession.

Article 8

Perte de la qualité de membre de l'interprofession

La qualité de membre de l'interprofession se perd par :

- le retrait de l'organisation professionnelle de l'interprofession. Ce retrait ne dispense pas cette organisation du paiement des cotisations et autres contributions financières restant dues ;
- l'exclusion pour défaut de paiement des cotisations ou autres contributions financières dues ;
- l'exclusion pour non-respect des clauses du présent statut, du règlement intérieur ou des accords conclus par l'interprofession ;
- l'exclusion du fait d'une action ou d'une attitude ayant porté atteinte à l'interprofession ;
- la dissolution, la fusion avec une autre organisation professionnelle ou la liquidation judiciaire de l'organisation professionnelle.

Avant toute décision d'exclusion, le Conseil d'administration entend l'organisation professionnelle concernée sur les faits qui lui sont reprochés. Si, à l'issue de cette audition, il apparaît que l'organisation professionnelle concernée se trouve dans un cas d'exclusion, le Conseil d'administration en fait la proposition au président de l'interprofession en vue de la convocation d'une Assemblée générale extraordinaire à cet effet.

La proposition d'exclusion accompagnée du procès-verbal de l'audition sont présentés à l'Assemblée générale extraordinaire appelée à se prononcer sur la proposition d'exclusion.

La décision de l'Assemblée générale extraordinaire doit être motivée. Elle est notifiée par le président à l'organisation professionnelle concernée.

A compter de la date de perte de la qualité de membre de l'interprofession, l'organisation professionnelle concernée perd les droits et avantages dont elle bénéficie au sein de l'interprofession.

Chapitre III

Organisation de l'interprofession et modalités de prise de décision

Article 9

Organes d'administration et de gestion de l'interprofession

Les organes d'administration et de gestion de l'interprofession..... sont :

- l'Assemblée générale ;
- le Conseil d'administration ;
- le bureau du Conseil d'administration.

Section I. - Assemblée générale

Article 10

Composition

L'Assemblée générale se compose de tous les membres de l'interprofession..... à jour de leur cotisation. Elle se réunit en session ordinaire ou extraordinaire.

Article 11

Représentation des organisations professionnelles membres à l'Assemblée générale de l'interprofession

Chaque organisation professionnelle désigne, parmi ses membres, pour une durée de 4 ans, renouvelable une seule fois, ses délégués à l'Assemblée générale.

Le nombre de délégués des organisations professionnelles, et le nombre de voix dont ils disposent à l'Assemblée générale sont fixés, en tenant compte du principe de parité prévu à l'article premier ci-dessus comme suit :

Activité	Organisation professionnelle membre	Nombre de délégués	Nombre de voix
Production	- ...		
Valorisation	- ...		
Transformation	- ...		
Commercialisation	- ...		

* Le nombre de voix à l'assemblée générale doit être le même pour toutes les catégories de l'interprofession conformément au principe de parité prévu à l'article premier ci-dessus.

Article 12

Convocation à l'Assemblée générale

L'Assemblée générale ordinaire se réunit autant que nécessaire et au moins une fois par an, à l'initiative du président ou à la demande d'au moins X membres de l'interprofession représentant au moins X voix à ladite Assemblée.

L'Assemblée générale extraordinaire se réunit à l'initiative du président ou à la demande d'au moins X membres de l'interprofession représentant au moins X voix à ladite Assemblée.

Toute assemblée générale est convoquée par le président de l'interprofession.

La convocation doit indiquer le lieu et la date de la réunion et être accompagnée de l'ordre du jour arrêté par le Conseil d'administration. Elle est adressée, par tout moyen faisant preuve de la réception y compris par voie électronique, à chaque membre de l'interprofession quinze (15) jours au moins avant la date prévue de la réunion de l'Assemblée générale concernée.

Article 13

Représentation des délégués

Tout délégué d'un membre de l'interprofession ne peut se faire représenter à une Assemblée générale que par un autre délégué disposant d'un mandat écrit. Nul ne peut disposer de plus d'un mandat de représentation.

Article 14

Procès-verbaux

Toute délibération de l'Assemblée générale doit faire l'objet d'un procès-verbal signé par le président et adressé à tous les membres de l'interprofession.

Article 15

Assemblée générale ordinaire

L'Assemblée générale ordinaire a pour attributions :

- élire les membres du Conseil d'administration ;
- adopter le programme d'action annuel proposé par le Conseil d'administration ;

- adopter le budget de l'interprofession ;
- adopter le statut et le règlement intérieur de l'interprofession et leurs modifications ;
- approuver la nomination du commissaire aux comptes ;
- approuver l'adhésion de nouveaux membres conformément aux dispositions de l'article 6 ci-dessus ;
- arrêter la nouvelle répartition du nombre de délégués et des voix, en cas d'adhésion de nouveaux membres ou d'exclusion d'un membre ;
- approuver les accords interprofessionnels.

L'Assemblée générale ordinaire se réunit valablement lorsque X délégués de membres représentant toutes les activités de la filière sont présents ou valablement représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est adressée, pour une réunion suivante, dans un délai de 15 jours. Dans ce cas, l'Assemblée générale ordinaire se réunit valablement lorsque X délégués de membres représentant toutes les activités de la filière sont présents ou valablement représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est adressée, pour la réunion suivante après un délai de 15 jours. Dans ce cas, l'Assemblée générale ordinaire se réunit valablement quel que soit le nombre de délégués présents ou valablement représentés.

Le président de l'interprofession peut inviter aux réunions de l'Assemblée générale ordinaire toute personne dont la présence lui paraît utile, en raison de ses connaissances ou de ses compétences dans les domaines d'intervention de l'interprofession, sans droit de vote.

L'Assemblée générale ordinaire prend ses décisions à la majorité des voix des membres présents. En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

Les accords interprofessionnels sont approuvés à la majorité des deux tiers (2/3) des voix des membres présents.

Toutefois, pour les accords interprofessionnels pour lesquels une demande d'extension sera déposée, l'unanimité des voix des représentants de l'ensemble des activités de l'interprofession est requise, conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi n° 03-12 précitée.

Article 16

Assemblée générale extraordinaire

L'Assemblée générale extraordinaire statue sur toute question ne relevant pas des attributions de l'Assemblée générale ordinaire. À cet effet, elle a notamment les attributions suivantes :

- se prononcer sur l'exclusion d'un membre ;
- se prononcer sur la dissolution de l'interprofession.

L'Assemblée générale extraordinaire se réunit valablement lorsque X délégués de membres représentant toutes les activités de la filière sont présents ou valablement représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est adressée pour une réunion suivante dans un délai de 8 jours. Dans ce cas, l'Assemblée générale extraordinaire se réunit valablement quel que soit le nombre de délégués présents ou valablement représentés.

L'Assemblée générale extraordinaire prend ses décisions à la majorité, au moins, des deux tiers (2 /3) des voix des membres présents.

Le président de l'interprofession peut inviter aux réunions de l'Assemblée générale extraordinaire toute personne dont la présence lui paraît utile en raison de ses connaissances ou de ses compétences dans les domaines d'intervention de l'interprofession, sans droit de vote.

Section II. - Conseil d'administration

Article 17

Composition

L'interprofession est administrée par un Conseil d'Administration composé de X membres, élus par l'Assemblée générale ordinaire, parmi ses membres, en veillant au respect du principe de parité prévu à l'article premier ci-dessus.

La répartition des membres du Conseil d'Administration entre les différents membres représentant les différentes activités de la filière est fixée comme suit :

Activité	Liste des organisations professionnelles	Nombre de sièges au Conseil d'administration*
Production	- - ...	
Valorisation	- - ...	
Transformation	- - ...	
Commercialisation	- - ...	

* Le nombre de sièges au Conseil d'administration doit être le même pour toutes les catégories d'activités de l'interprofession conformément au principe de parité prévu à l'article premier ci-dessus.

Article 18

Président du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Ce président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'interprofession et prendre toute les mesures nécessaires à sa gestion et à son bon fonctionnement. Il préside les réunions du Conseil d'administration et des assemblées générales.

Il représente l'interprofession auprès de la justice et des autres autorités et administrations publiques et des tiers.

Si le président est empêché d'exercer les attributions qui lui sont confiées, le Conseil d'administration désigne l'un de ses membres pour assurer la conduite provisoire de l'interprofession.

Article 19*Attributions du Conseil d'administration*

Le Conseil d'administration a les attributions suivantes :

- arrêter l'ordre du jour de l'Assemblée générale et veiller à l'exécution de ses décisions ;
- préparer et exécuter le budget de l'interprofession ;
- élaborer le programme d'action annuel et les orientations générales de l'interprofession qui sont soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire ;
- préparer le projet de règlement intérieur de l'interprofession qui est soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire de l'interprofession ;
- élaborer le rapport moral et financier ;
- proposer les modifications à apporter au statut et au règlement intérieur de l'interprofession ;
- examiner les demandes d'adhésion ;
- se prononcer sur le transfert de siège de l'interprofession ;
- élaborer et proposer les accords interprofessionnels qui sont soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire ;
- demander à l'administration l'extension prévue à l'article 10 de la loi n° 03-12 précitée, en tout ou en partie, des accords interprofessionnels adoptés à l'unanimité par l'Assemblée générale ordinaire ;
- conclure toute convention ou contrat dans les domaines d'intervention de l'interprofession.

Le Conseil d'administration peut déléguer partie de ses attributions au président ou au Bureau.

Article 20*Réunions et décisions du Conseil d'administration*

Le Conseil d'administration se réunit autant que nécessaire et au moins une fois tous les six mois, à l'initiative de son président ou à la demande de X de ses membres.

La Convocation aux réunions, accompagnée, de l'ordre du jour, est adressée à chaque membre du Conseil d'administration, par tout moyen faisant preuve de la réception, y compris par voie électronique, quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion du Conseil.

Le Conseil d'administration se réunit valablement lorsque X de ses membres représentant toutes les activités de la filière sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est adressée pour une réunion suivante, dans un délai de 15 jours. Dans ce cas, il se réunit valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Le Conseil d'administration prend ses décisions à la majorité des voix des membres présents. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Section III. - Bureau du Conseil d'administration**Article 21**

Le Conseil d'administration élit, parmi ses membres, un bureau composé de X membres en veillant à la représentation de toutes les activités de la filière.

Le bureau assiste le président dans la préparation et la mise en œuvre des décisions du Conseil d'administration ainsi que dans la mise au point de l'ordre du jour des sessions des assemblées générales. Il assure le secrétariat de l'interprofession et tient ses archives.

L'organisation du bureau et la répartition des tâches d'administration et de gestion entre les membres du bureau, ainsi que la périodicité des réunions et les modalités de leur convocation sont fixées par le règlement intérieur de l'interprofession.

Chapitre IV*Organisation financière***Article 22***Ressources*

Conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi n° 03-12 précitée, le financement de l'interprofession est constitué par :

- les cotisations des membres ;
- les cotisations obligatoires résultants des accords étendus ;
- les prélèvements sur les produits de la filière institués à son profit par voie législative ou réglementaire ;
- les subventions de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics notamment dans le cadre de contrats programmes ;
- les recettes correspondant aux services rendus et aux prestations réalisées par l'interprofession ;
- les produits des indemnités allouées pour réparation des préjudices subis ;
- autres sources de financement notamment les aides, dons et legs qui lui sont octroyés par des personnes physiques ou morales marocaines ou étrangères.

Article 23*Gestion financière*

L'exercice de l'interprofession commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

L'interprofession tient ses écritures conformément à la réglementation en vigueur en matière de comptabilité. Le compte des résultats et les bilans des activités doivent être certifiés par le commissaire aux comptes.

Article 24*Audit interne*

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi n° 03-12 précitée, un Comité d'audit interne est créé auprès du Conseil d'administration. Sa composition et ses attributions sont fixées par le règlement intérieur de l'interprofession.

Chapitre V*Instance de conciliation***Article 25**

Il est institué auprès de l'interprofession, une instance de conciliation pour le règlement des différends entre les organisations professionnelles constituant ladite interprofession.

Cette instance de conciliation est présidée par le président ou la personne désignée par lui à cet effet, parmi les membres du conseil d'administration de l'interprofession. Elle est composée d'un représentant pour chacune des activités de la filière, désigné par le Conseil d'administration parmi ses membres.

Tout différend opposant des organisations professionnelles membres de l'interprofession peut être porté par la partie intéressée devant l'instance de conciliation, selon les modalités fixées par le règlement intérieur de l'interprofession.

L'instance de conciliation se réunit sur convocation du président aux fins d'entendre les parties et de trouver avec elles un règlement à l'amiable de leur différend.

Chapitre VI*Dissolution de l'interprofession***Article 26**

La dissolution de l'interprofession est prononcée par une assemblée générale extraordinaire convoquée spécialement à cet effet, conformément aux dispositions de l'article 16 ci-dessus.

En cas de dissolution volontaire de l'interprofession, l'Assemblée générale extraordinaire désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'interprofession.

Après paiement des dettes, des charges des organes d'administration et de gestion de l'interprofession et des frais de liquidation, l'actif net est versé à l'association des interprofessions agricoles visée à l'article premier du présent statut.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6390 bis du 12 kaada 1436 (28 août 2015).

Arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n° 2860-15 du 1^{er} Kaada 1436 (17 août 2015) portant application d'une mesure de sauvegarde définitive sur les importations des tôles laminées à froid et des tôles plaquées ou revêtues.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la loi n° 15-09 relative aux mesures de défense commerciale, promulguée par le dahir n° 1-11-44 du 29 jourmada II 1432 (2 juin 2011), notamment ses articles 64, 65, 72, 73, 75 et 76 ;

Vu le décret n° 2-12-645 du 13 safar 1434 (27 décembre 2012) pris pour l'application de la loi n° 15-09 relative aux mesures de défense commerciale, notamment son article 54 ;

Vu l'arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n° 3567-14 du 13 hija 1435 (8 octobre 2014) portant application d'une mesure de sauvegarde provisoire sur les importations des tôles laminées à froid et des tôles plaquées ou revêtues ;

Après avis de la Commission de surveillance des Importations, réunie le 5 mai 2015,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. – Sous réserve des articles 2, 3 et 4, ci-dessous, les importations des tôles laminées à froid relevant des positions tarifaires 7209 (à l'exception de : 7209.16.00.20 ; 7209.17.00.20 ; 7209.18.00.20 ; 7209.26.00.20 ; 7209.27.00.20 ; 7209.28.00.20), 7211 (à l'exception de : 7211.13 ; 7211.14 ; 7211.19 ; 7211.23.00.10 ; 7211.23.00.40 ; 7211.29.00.20 ; 7211.29.00.50), 7225.50.10.00 ; 7225.50.90.00 ; 7226 (à l'exception de : 7226.11.00 ; 7226.19.00) et des tôles plaquées ou revêtues relevant des positions tarifaires 7210 (à l'exception de : 7210.11 ; 7210.12 ; 7210.30.00 ; 7210.50 ; 7210.90.21.00 ; 7210.90.22.00 ; 7210.90.23.00 ; 7210.90.29.91), 7212 (à l'exception de : 7212.10 ; 7212.20.00 ; 7212.40.20.00 ; 7212.40.39.10 ; 7212.50.20.00 ; 7212.50.63.00 ; 7212.50.64.00) ; 7225 (à l'exception de 7225.11.00 ; 7225.19.00 ; 7225.30 ; 7225.40 ; 7225.91), 7226 (à l'exception de : 7226.20.00.11 ; 7226.20.00.21 ; 7226.20.00.51 ; 7226.20.00.52 ; 7226.20.00.59 ; 7226.91.00 ; 7226.99.10.00), sont soumises, jusqu'au 31 décembre 2018, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté conjoint, à un droit additionnel *ad valorem* de l'ordre de 22%. Ce droit sera réduit selon le calendrier en annexe 1 jointe au présent arrêté conjoint.

ART. 2. – Le droit additionnel, visé à l'article premier ci-dessus, ne s'applique pas aux importations des tôles laminées à froid et des tôles plaquées ou revêtues dans la limite d'un contingent fixe de 36.000 tonnes.

ART. 3. – Le droit additionnel, visé à l'article premier ci-dessus, ne s'applique pas aux tôles laminées à froid et aux tôles plaquées ou revêtues originaires des pays en développement repris à l'annexe 2 jointe au présent arrêté conjoint.

ART. 4. – Les montants consignés au titre du droit additionnel provisoire conformément aux dispositions de l'arrêté conjoint susvisé n°3567-14 du 13 hija 1435 (8 octobre 2014), ainsi que le droit définitif découlant de l'application du présent arrêté conjoint sont perçus définitivement au profit du trésor à hauteur du montant du droit additionnel définitif fixé par le présent arrêté conjoint.

La différence entre le droit additionnel définitif et le droit additionnel provisoire consigné, est remboursée aux importateurs concernés dans les conditions fixées par les dispositions de l'article 75 de la loi n° 15-09 précitée.

ART. 5. – Les montants consignés au titre du droit additionnel provisoire, conformément à l'arrêté conjoint n° 3567-14 susvisé, pour les importations des tôles laminées à froid relevant des positions tarifaires 7209.16.00.20; 7209.17.00.20 ; 7209.18.00.20 ; 7209.26.00.20 ; 7209.27.00.20; 7209.28.00.20 ;7211.23.00.10 ; 7211.23.00.40 ; 7211.29.00.20; 7211.29.00.50 ; 7225 (à l'exception de : 7225.50.10.00 et 7225.50.90.00) ; 7226.11.00 ; 7226.19.00 et des tôles plaquées ou revêtues relevant des positions tarifaires 7210.30.00; 7210.50;7210.90.29.91 ;7212.20.00 ; 7212.40.20.00 ; 7212.40.39.10 ; 7212.50.20.00 ; 7212.50.63.00 ;7212.50.64.00 ; 7225.11.00; 7225.19.00 ;7225.30 ; 7225.40 ;7225.91 ;7226.20.00.11; 7226.20.00.21 ;7226.20.00.51 ;7226.20.00.52 ; 7226.20.00.59; 7226.91.00; 7226.99.10.00, sont remboursés intégralement aux importateurs concernés dans les conditions fixées par les dispositions de l'article 75 de la loi n° 15-09 précitée.

ART. 6. – Le droit additionnel, visé à l'article premier ci-dessus, s'applique sans préjudice à la clause transitoire prévue à l'article 13 du code des douanes et impôts indirects.

ART. 7. – Le directeur général de l'administration des douanes et impôts indirects est chargé de l'application du présent arrêté conjoint qui entrera en vigueur le jour qui suit immédiatement celui de sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 1^{er} kaada 1436 (17 août 2015).

Le ministre de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique,

MOULAY HAFID ELALAMY.

Le ministre de l'économie et des finances,

MOHAMMED BOUSSAID.

*

* *

Annexe 1

Calendrier de libéralisation du droit additionnel ad valorem

Années	Droit additionnel ad valorem
A compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté conjoint jusqu'au 31 décembre 2015	22%
Du premier janvier 2016 au 31 décembre 2016	20%
Du premier janvier 2017 au 31 décembre 2017	18%
Du premier janvier 2018 au 31 décembre 2018	16%
A compter du premier janvier 2019	0%

* * *

Annexe 2

Liste des pays en développement non soumis au droit additionnel

Afrique du Sud, Albanie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Royaume de l'Arabie Saoudite, Argentine, Arménie, Royaume de Bahrein, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Burkina-Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Colombie, Congo, République de Corée, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, Egypte, El Salvador, Equateur, Ex-République yougoslave de Macédoine (ERYM), Fidji, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haiti, Honduras, Hong Kong Chine, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Macao Chine, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maurice, Mauritanie, Mexique, République de Moldova, Mongolie, Montenegro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigeria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire Lao, République dominicaine, République kirghize, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Taipei chinois, Tanzanie, Tchad, Thaïlande, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Vanuatu, République Bolivarienne du Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6390 bis du 12 kaada 1436 (28 août 2015).

TEXTES PARTICULIERS

Arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 284-15 du 17 rabii I 1436 (9 janvier 2015) accordant la prorogation exceptionnelle du permis de recherche d'hydrocarbures dit « RHARB CENTRE » à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société «Gulfsands Petroleum Morocco Limited».

LE MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu la loi n° 21-90 relative à la recherche et à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures promulguée par le dahir n° 1-91-118 du 27 ramadan 1412 (1^{er} avril 1992), telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 27-99 promulguée par le dahir n° 1-99-340 du 9 kaada 1420 (15 février 2000) ;

Vu la loi n° 33-01 portant création de l'Office national des hydrocarbures et des mines promulguée par le dahir n° 1-03-203 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003) ;

Vu le décret n° 2-93-786 du 18 jourmada I 1414 (3 novembre 1993) pris pour l'application de la loi n° 21-90 susvisée, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le décret n° 2-04-372 du 16 kaada 1425 (29 décembre 2004) pris pour l'application de la loi précitée n° 33-01 ;

Vu l'arrêté conjoint du ministre de l'énergie et des mines et du ministre des finances et de la privatisation n° 1582-06 du 14 jourmada II 1427 (10 juillet 2006) approuvant l'accord pétrolier conclu, le 19 rabii II 1427 (18 mai 2006), entre l'Office national des hydrocarbures et des mines, représentant le Royaume du Maroc, et la société « Cabre Maroc Limited » ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie et des mines n°1759-06 du 14 jourmada II 1427 (10 juillet 2006) accordant un permis de recherche des hydrocarbures dit «RHARB CENTRE» à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société «Cabre Maroc Limited» ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n°2982-09 du 7 hija 1430 (25 novembre 2009) accordant le passage à la première période complémentaire du permis de recherche d'hydrocarbures dit «RHARB CENTRE» à l'Office National des hydrocarbures et des mines et à la société «Cabre Maroc Limited» ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 485-14 du 4 rabii I 1435 (6 janvier 2014) modifiant l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 2982-09 du 7 hija 1430 (25 novembre 2009) accordant le passage à la première période complémentaire du permis de recherche d'hydrocarbures dit «RHARB CENTRE» à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société «Cabre Maroc Limited» ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 2888-14 du 11 ramadan 1435 (9 juillet 2014) accordant la prorogation du permis de recherche d'hydrocarbures dit «RHARB CENTRE» à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société «Gulfsands Petroleum Morocco Limited» (EX. «Cabre Maroc Limited») ;

Vu la demande de prorogation exceptionnelle du permis de recherche d'hydrocarbures « RHARB CENTRE » présentée, le 9 janvier 2015, par l'Office national des hydrocarbures et des mines et la société « Gulfsands Petroleum Morocco Limited » ;

Vu l'avis de la direction des mines et des hydrocarbures,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Le permis de recherche d'hydrocarbures « RHARB CENTRE » accordé à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société « Gulfsands Petroleum Morocco Limited » est prorogé pour une durée de 10 mois à compter du 10 janvier 2015.

ART. 2. – Les limites du permis visé à l'article premier, qui couvre une superficie de 1358,7 km², telles qu'elles figurent sur la carte annexée à l'original du présent arrêté, sont définies comme suit :

a) Par les lignes droites joignant successivement les points 1 à 111 de coordonnées, suivant la projection conique Conforme de Lambert Zone I, suivantes :

Point	X	Y
1	412000	454000
2	427000	454000
3	427000	452000
4	432000	452000
5	432000	450000
6	433000	450000
7	433000	448000
8	430000	448000
9	430000	446000
10	429000	446000
11	429000	440000
12	427000	440000
13	427000	439000
14	425000	439000
15	425000	438000
16	424500	438000
17	420000	438000
18	420000	434500
19	424500	434500
20	432000	434500

21	432000	446000
22	437000	446000
23	437000	445000
24	441000	445000
25	441000	453000
26	440000	453000
27	440000	452000
28	438000	452000
29	438000	451000
30	436010	451000
31	436010	453010
32	435000	453010
33	435000	457000
34	435000	458000
35	437000	458000
36	437000	460000
37	444000	460000
38	444000	452000
39	450000	452000
40	450000	453000
41	454000	453000
42	454000	451400
43	455000	451400
44	455000	449000
45	458000	449000
46	458000	446000
47	459000	446000
48	459000	443000
49	460000	443000
50	460000	432000
51	452500	432000
52	452500	442500
53	443000	442500
54	443000	439000
55	441500	439000
56	441500	438000
57	440000	438000
58	440000	435750
59	438750	435750
60	435955	435750
61	435955	434300

62	435500	434300
63	435500	432500
64	433500	432500
65	433500	429750
66	435500	429750
67	435500	428500
68	435500	425000
69	440000	425000
70	440000	428500
71	440000	429000
72	439000	429000
73	439000	433000
74	446560	433000
75	449000	433000
76	449000	428000
77	446000	428000
78	446000	422000
79	449000	422000
80	449000	418000
81	452000	418000
82	452000	410000
83	441000	410000
84	441000	412000
85	437000	412000
86	437000	411000
87	436000	411000
88	436000	413000
89	430000	413000
90	430000	415000
91	420000	415000
92	420000	422000
93	419000	422000
94	419000	427000
95	416000	427000
96	416000	430000
97	415000	430000
98	415000	436000
99	410000	436000
100	410000	438000
101	408000	438000
102	408000	440000

103	406500	440000
104	406500	444000
105	409000	444000
106	409000	448000
107	411000	448000
108	411000	450000
109	414000	450000
110	414000	451000
111	412000	451000

b) Par la ligne droite joignant le point 111 au point 1.

ART. 3. – Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 17 rabii I 1436 (9 janvier 2015).

ABDELKADER AMARA.

Arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 285-15 du 17 rabii I 1436 (9 janvier 2015) accordant la prorogation exceptionnelle du permis de recherche d'hydrocarbures dit « RHARB SUD » à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société «Gulfsands Petroleum Morocco Limited».

LE MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu la loi n° 21-90 relative à la recherche et à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures promulguée par le dahir n° 1-91-118 du 27 ramadan 1412 (1^{er} avril 1992), telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 27-99 promulguée par le dahir n° 1-99-340 du 9 kaada 1420 (15 février 2000) ;

Vu la loi n° 33-01 portant création de l'Office national des hydrocarbures et des mines promulguée par le dahir n° 1-03-203 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003) ;

Vu le décret n° 2-93-786 du 18 joumada I 1414 (3 novembre 1993) pris pour l'application de la loi n° 21-90 susvisée, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le décret n° 2-04-372 du 16 kaada 1425 (29 décembre 2004) pris pour l'application de la loi précitée n° 33-01 ;

Vu l'arrêté conjoint du ministre de l'énergie et des mines et du ministre des finances et de la privatisation n° 1582-06 du 14 joumada II 1427 (10 juillet 2006) approuvant l'accord pétrolier conclu, le 19 rabii II 1427 (18 mai 2006), entre l'Office national des hydrocarbures et des mines, représentant le Royaume du Maroc, et la société « Cabre Maroc Limited » ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie et des mines n° 1760-06 du 14 joumada II 1427 (10 juillet 2006) accordant un permis de recherche des hydrocarbures dit «RHARB SUD» à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société «Cabre Maroc Limited» ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n°2983-09 du 7 hija 1430 (25 novembre 2009) accordant le passage à la première période complémentaire du permis de recherche d'hydrocarbures dit «RHARB SUD» à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société «Cabre Maroc Limited» ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 486-14 du 4 rabii I 1435 (6 janvier 2014) modifiant l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 2983-09 du 7 hija 1430 (25 novembre 2009) accordant le passage à la première période complémentaire du permis de recherche d'hydrocarbures dit «RHARB SUD» à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société «Cabre Maroc Limited» ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 2887-14 du 11 ramadan 1435 (9 juillet 2014) accordant la prorogation du permis de recherche d'hydrocarbures dit «RHARB SUD» à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société «Gulfsands Petroleum Morocco Limited» (EX. «Cabre Maroc Limited») ;

Vu la demande de prorogation exceptionnelle du permis de recherche d'hydrocarbures « RHARB SUD » présentée, le 9 janvier 2015, par l'Office national des hydrocarbures et des mines et la société « Gulfsands Petroleum Morocco Limited » ;

Vu l'avis de la direction des mines et des hydrocarbures,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Le permis de recherche d'hydrocarbures « RHARB SUD » accordé à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société « Gulfsands Petroleum Morocco Limited » est prorogé pour une durée de 10 mois à compter du 10 janvier 2015.

ART. 2. – Les limites du permis visé à l'article premier, qui couvre une superficie de 1357,5 km², telles qu'elles figurent sur la carte annexée à l'original du présent arrêté, sont définies comme suit :

a) Par les lignes droites joignant successivement les points 1 à 39 de coordonnées, suivant la projection conique Conforme de Lambert Zone I, suivantes :

Point	X	Y
1	436000	410000
2	464000	410000
3	464000	404000
4	498000	404000
5	498000	391000
6	508200	391000
7	510000	391000

8	510000	386000
9	505000	386000
10	505000	381000
11	500000	381000
12	500000	387000
13	488000	387000
14	488000	375000
15	472000	375000
16	472000	372500
17	461000	372500
18	461000	383000
19	460000	383000
20	460000	384000
21	458000	384000
22	458000	395000
23	460000	395000
24	460000	397500
25	458000	397500
26	458000	396000
27	450000	396000
28	450000	397000
29	449000	397000
30	449000	398000
31	448000	398000
32	448000	400000
33	447000	400000
34	447000	403000
35	442000	403000
36	442000	407000
37	437000	407000
38	437000	405000
39	436000	405000

b) Par la ligne droite joignant le point 39 au point 1.

ART. 3. – Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 17 rabii I 1436 (9 janvier 2015).

ABDELKADER AMARA.

Arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 1402-15 du 3 reheb 1436 (22 avril 2015) accordant la prorogation exceptionnelle de la durée de validité du permis de recherche d'hydrocarbures dit « SEBOU » à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société « Circle Oil Maroc limited ».

LE MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu la loi n° 21-90 relative à la recherche et à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures promulguée par le dahir n° 1-91-118 du 27 ramadan 1412 (1^{er} avril 1992), telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 27-99 promulguée par le dahir n° 1-99-340 du 9 kaada 1420 (15 février 2000) ;

Vu la loi n° 33-01 portant création de l'Office national des hydrocarbures et des mines promulguée par le dahir n° 1-03-203 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003) ;

Vu le décret n° 2-93-786 du 18 jourmada I 1414 (3 novembre 1993) pris pour l'application de la loi n° 21-90 susvisée, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le décret n° 2-04-372 du 16 kaada 1425 (29 décembre 2004) pris pour l'application de la loi précitée n° 33-01 ;

Vu l'arrêté conjoint du ministre de l'énergie et des mines et du ministre des finances et de la privatisation n° 1583-06 du 22 jourmada II 1427 (18 juillet 2006) approuvant l'accord pétrolier conclu, le 17 jourmada I 1427 (14 juin 2006), entre l'Office national des hydrocarbures et des mines, représentant le Royaume du Maroc, et la société « Circle Oil Maroc Limited » ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie et des mines n° 1761-06 du 22 jourmada II 1427 (18 juillet 2006) accordant un permis de recherche des hydrocarbures dit « SEBOU » à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société « Circle Oil Maroc Limited » ;

Vu l'arrêté conjoint de la ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement et du ministre de l'économie et des finances n°516-10 du 17 jourmada II 1430 (11 juin 2009) approuvant l'avenant n°1 à l'accord pétrolier «SEBOU ONSHORE» conclu, le 20 jourmada I 1430 (15 mai 2009), entre l'Office national des hydrocarbures et des mines et la société «Circle Oil Maroc Limited» ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 837-10 du 20 safar 1431 (5 février 2010) accordant la première période complémentaire du permis de recherche des hydrocarbures dit «SEBOU» à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société «Circle Oil Maroc Limited» ;

Vu l'arrêté conjoint du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement et du ministre de l'économie et des finances n°2596-12 du 26 jourmada II 1433 (18 mai 2012) approuvant l'avenant n°2 à l'accord pétrolier «SEBOU ONSHORE» conclu, le 28 jourmada I 1432 (2 mai 2011), entre l'Office national des hydrocarbures et des mines et la société «Circle Oil Maroc Limited» ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 2170-12 du 1^{er} reheb 1433 (23 mai 2012) accordant le passage à la deuxième période complémentaire du permis de recherche d'hydrocarbures dit «SEBOU» à l'Office national des

hydrocarbures et des mines et à la société «Circle Oil Maroc Limited» ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 3309-14 du 18 ramadan 1435 (16 juillet 2014) accordant la prorogation de la durée de validité de la deuxième période complémentaire du permis de recherche d'hydrocarbures dit «SEBOU» à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société «Circle Oil Maroc Limited» ;

Vu la demande de prorogation exceptionnelle du permis de recherche d'hydrocarbures « SEBOU » présentée, le 16 avril 2015, par l'Office national des hydrocarbures et des mines et la société «Circle Oil Maroc Limited» ;

Vu l'avis de la direction des mines et des hydrocarbures,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Le permis de recherche d'hydrocarbures « SEBOU » accordé à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société « Circle Oil Maroc Limited » est prorogé pour une durée de douze mois à compter du 18 avril 2015.

ART. 2. – Les limites du permis visé à l'article premier, qui couvre une superficie de 134,7 km², telles qu'elles figurent sur la carte annexée à l'original du présent arrêté, sont définies comme suit :

a) Par les lignes droites joignant successivement les points 1 à 45 de coordonnées, conique Conforme de Lambert Zone I, suivantes :

Point	X	Y
1	433500	432500
2	435500	432500
3	435500	434300
4	435955	434300
5	435955	435750
6	440000	435750
7	440000	438000
8	441500	438000
9	441500	439000
10	443000	439000
11	443000	440000
12	446560	440000
13	446560	438510
14	451010	438510
15	451010	434500
16	452500	434500
17	452500	432700
18	451400	432700
19	451400	431300
20	452000	431300

21	452000	430000
22	460000	430000
23	460000	426000
24	452000	426000
25	450000	426000
26	450000	427350
27	450000	430000
28	449000	430000
29	449000	433000
30	451000	433000
31	451000	434500
32	451000	438500
33	446560	438500
34	446560	433000
35	439000	433000
36	439000	429000
37	439997	429000
38	440000	428300
39	438700	428300
40	438700	425000
41	436250	425000
42	436250	428100
43	435500	428100
44	435500	429750
45	433500	429750

b) Par la ligne droite joignant le point 45 au point 1.

ART. 3. – Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 3 regeb 1436 (22 avril 2015).

ABDELKADER AMARA

Arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 2762-15 du 27 ramadan 1436 (14 juillet 2015) instituant la cession totale des parts d'intérêt détenues par la société « DVM International SARL » dans les permis de recherche d'hydrocarbures dits « TARFAYA OFFSHORE I à VIII » au profit de la société « GALP Energia Tarfaya B.V. ».

LE MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu la loi n° 21-90 relative à la recherche et à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures, promulguée par le dahir n° 1-91-118 du 27 ramadan 1412 (1^{er} avril 1992), telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 27-99 promulguée par le dahir n° 1-99-340 du 9 kaada 1420 (15 février 2000), notamment son article 8 ;

Vu le décret n° 2-93-786 du 18 jourmada I 1414 (3 novembre 1993) pris pour l'application de la loi n° 21-90 susvisée, tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2-99-210 du 9 hijra 1420 (16 mars 2000), notamment son article 19 ;

Vu l'arrêté conjoint du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement et du ministre de l'économie et des finances n° 1149-10 du 17 safar 1431 (2 février 2010) approuvant l'accord pétrolier « TARFAYA OFFSHORE » conclu, le 15 hijra 1430 (3 décembre 2009) entre l'Office national des hydrocarbures et des mines et la société « DVM International Limited » ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 2161-10 du 2 chaabane 1431 (15 juillet 2010) instituant la cession totale des parts d'intérêt détenues par la société « DVM International Limited » dans les permis de recherche d'hydrocarbures dits « TARFAYA OFFSHORE I à VIII » au profit de la société « DVM International s.a.r.l. » ;

Vu les arrêtés du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n°s 1093-13 au 1100-13 du 6 jourmada I 1434 (18 mars 2013) accordant le passage à la première période complémentaire des permis de recherche d'hydrocarbures dits « TARFAYA OFFSHORE I à VIII » à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société « DVM International s.a.r.l. » ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 511-14 du 29 safar 1435 (2 janvier 2014) instituant la cession partielle des parts d'intérêt détenues par la société « DVM International s.a.r.l. » dans les permis de recherche d'hydrocarbures dits « TARFAYA OFFSHORE I à VIII » au profit de la société « GALP Energia Tarfaya B.V. » ;

Vu l'arrêté conjoint du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement et du ministre de l'économie et des finances n° 422-14 du 12 safar 1435 (16 décembre 2013) approuvant l'avenant n° 3 à l'accord pétrolier « TARFAYA OFFSHORE » conclu, le 26 kaada 1434 (3 octobre 2013), entre l'Office national des hydrocarbures et des mines et les sociétés « DVM International s.a.r.l. » et « GALP Energia Tarfaya B.V. » ;

Vu l'arrêté conjoint du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement et du ministre de l'économie et des finances approuvant l'avenant n° 4 à l'accord pétrolier « TARFAYA OFFSHORE » conclu, le 17 rabii I 1436 (8 janvier 2015), entre l'Office national des hydrocarbures et des mines et les sociétés « DVM International s.a.r.l. » et « GALP Energia Tarfaya B.V. » ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La société « DVM International s.a.r.l » cède 100% de ses parts d'intérêt qu'elle détient dans les permis de recherche d'hydrocarbures dénommés « TARFAYA OFFSHORE I à VIII » au profit de la société « GALP Energia Tarfaya B.V. ». Les nouvelles parts d'intérêt deviennent :

- L'Office national des hydrocarbures et des mines .. 25% ;
- GALP Energia Tarfaya B.V. 75 %.

ART. 2. – La cession des parts d'intérêt portera sur la totalité du périmètre couvert par les permis de recherche susvisés.

ART. 3. – La société « GALP Energia Tarfaya B.V. » prend à son compte tous les engagements souscrits par la société « DVM International s.a.r.l. » et bénéficiera de tous les droits et privilèges accordés à cette dernière, et ce, au titre de la loi relative à la recherche et à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures susvisée et de l'accord pétrolier précité.

ART. 4. – Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 27 ramadan 1436 (14 juillet 2015).

ABDELKADER AMARA.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6390 du 11 kaada 1436 (27 août 2015).

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 1744-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant agrément de la société « SYNGENTA MAROC » pour commercialiser des semences certifiées de céréales à pailles, du maïs, des légumineuses alimentaires, des légumineuses fourragères, des oléagineuses, de betteraves industrielles et fourragères et des semences standard de légumes.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME,

Vu le dahir n° 1-69-169 du 10 jourmada I 1389 (25 juillet 1969) réglementant la production et la commercialisation de semences et de plants, tel qu'il a été modifié et complété, notamment ses articles premier, 2 et 5 ;

Vu la loi n° 25-08 portant création de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires promulguée par le dahir n°1-09-20 du 22 safar 1430 (18 février 2009), notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 431-77 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977), portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences de betteraves industrielles et fourragères ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 857-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences des légumineuses fourragères (luzerne, bersim, trèfle de Perse, pois fourrager, vesce et lupins) ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 858-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences de tournesol, carthame, colza, lin, soja et arachide ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 859-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences de maïs ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 862-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences de légumineuses alimentaires (fève, féverole, pois, lentille, pois-chiche et haricot) ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 971-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif au contrôle des semences standard de légumes ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de pêche maritime n° 2197-13 du 2 ramadan 1434 (11 juillet 2013) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences des céréales à pailles (blé, orge, avoine, triticale, seigle et riz) ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 966-93 du 28 chaoual 1413 (20 avril 1993) fixant les conditions d'importation et de commercialisation des semences à cultiver au Maroc, tel qu'il a été modifié,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La société « SYNGENTA MAROC » dont le siège social avenue Mehdi Ben Barka et rue Eugenia, 2^{ème} étage, Hay Riad, Rabat, est agréée pour commercialiser des semences certifiées de céréales à pailles, de maïs, des légumineuses alimentaires, des légumineuses fourragères, des oléagineuses, de betteraves industrielles et fourragères et des semences standard de légumes.

ART. 2. – La durée de validité de cet agrément est de cinq ans, à partir de la date de publication du présent arrêté au « Bulletin officiel ».

Il peut être renouvelé pour des durées de cinq ans à condition que la demande de renouvellement soit formulée trois mois avant l'expiration de sa validité.

ART. 3. – La déclaration prévue à l'article 2 de chacun des arrêtés susvisés n°s 431-77, 857-75, 858-75, 859-75, 862-75, 971-75 et 2197-13 doit être faite par la société « SYNGENTA MAROC » à l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires comme suit :

– à la fin du mois de décembre de chaque année pour les achats, les ventes et les stocks en semences des céréales à pailles ;

– mensuelle pour les achats et les ventes en semences pour les autres espèces mentionnées à l'article premier ci-dessus.

ART. 4. – L'agrément objet du présent arrêté peut être retiré en cas d'infraction dûment constatée aux dispositions du dahir n°1-69-169 susvisé, ou à la législation relative à l'importation et la commercialisation des semences à cultiver au Maroc.

ART. 5. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 3 chaabane 1436 (22 mai 2015).

AZIZ AKHANNOUCH.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 1745-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant agrément de la société « CAPITAL AGRISCIENCE » pour commercialiser des semences certifiées de céréales à pailles, du maïs, des légumineuses alimentaires, des légumineuses fourragères, des oléagineuses, des semences standard de légumes et des plants certifiés de pomme de terre.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME,

Vu le dahir n° 1-69-169 du 10 jourmada I 1389 (25 juillet 1969) réglementant la production et la commercialisation de semences et de plants, tel qu'il a été modifié et complété, notamment ses articles premier, 2 et 5 ;

Vu la loi n° 25-08 portant création de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires promulguée par le dahir n° 1-09-20 du 22 safar 1430 (18 février 2009), notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 857-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences de légumineuses fourragères (luzerne, bersim, trèfle de Perse, pois fourrager, vesce et lupins) ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 858-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences de tournesol, carthame, colza, lin, soja et arachide ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 859-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences de maïs ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 862-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences de légumineuses alimentaires (fève, féverole, pois, lentille, pois-chiche et haricot) ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 971-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant

homologation du règlement technique relatif au contrôle des semences standard de légumes ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 622-11 du 10 rabii II 1432 (15 mars 2011) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des plants de pomme de terre ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 2197-13 du 2 ramadan 1434 (11 juillet 2013) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences des céréales à pailles (blé, orge, avoine, triticale, seigle et riz) ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n°966-93 du 28 chaoual 1413 (20 avril 1993) fixant les conditions d'importation et de commercialisation des semences à cultiver au Maroc, tel qu'il a été modifié,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La société « CAPITAL AGRISCIENCE » dont le siège social sis 39, avenue Lalla Yacout, 5^{ème} étage, appartement D, Casablanca, est agréée pour commercialiser des semences certifiées de céréales à pailles, de maïs, des légumineuses alimentaires, des légumineuses fourragères, des oléagineuses, des semences standard de légumes, des plants certifiés de pomme de terre.

ART. 2. – La durée de validité de cet agrément est de cinq ans, à partir de la date de publication du présent arrêté au « Bulletin officiel ».

Il peut être renouvelé pour des durées de cinq ans à condition que la demande de renouvellement soit formulée trois mois avant l'expiration de sa validité.

ART. 3. – La déclaration prévue à l'article 2 de chacun des arrêtés susvisés n°s 857-75, 858-75, 859-75, 862-75, 971-75, 622-11 et 2197-13 doit être faite par la société « CAPITAL AGRISCIENCE » à l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires comme suit :

- semestrielle pour les achats, les ventes et les stocks en plants de la pomme de terre ;
- à la fin du mois de décembre de chaque année pour les achats, les ventes et les stocks en semences des céréales à pailles ;
- mensuelle pour les achats et les ventes en semences pour les autres espèces mentionnées à l'article premier ci-dessus.

ART. 4. – L'agrément objet du présent arrêté peut être retiré en cas d'infraction dûment constatée aux dispositions du dahir n° 1-69-169 susvisé, ou à la législation relative à l'importation et la commercialisation des semences à cultiver au Maroc.

ART. 5. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 3 chaabane 1436 (22 mai 2015).

AZIZ AKHANNOUCH.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 1746-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant agrément de la société « AGRIVAL » pour commercialiser des semences certifiées de céréales à pailles, du maïs, des légumineuses alimentaires, des légumineuses fourragères, des oléagineuses, et des semences standard de légumes.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME,

Vu le dahir n° 1-69-169 du 10 jourmada I 1389 (25 juillet 1969) réglementant la production et la commercialisation de semences et de plants, tel qu'il a été modifié et complété, notamment ses articles premier, 2 et 5 ;

Vu la loi n° 25-08 portant création de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires promulguée par le dahir n° 1-09-20 du 22 safar 1430 (18 février 2009), notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 857-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences des légumineuses fourragères (luzerne, bersim, trèfle de Perse, pois fourrager, vesce et lupins) ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 858-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences de tournesol, carthame, colza, lin, soja et arachide ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n°859-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences de maïs ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 862-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences de légumineuses alimentaires (fève, féverole, pois, lentille, pois-chiche et haricot) ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 971-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif au contrôle des semences standard de légumes ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de pêche maritime n° 2197-13 du 2 ramadan 1434 (11 juillet 2013) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, au conditionnement et à la certification des semences des céréales à pailles (blé, orge, avoine, triticale, seigle et riz) ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 966-93 du 28 chaoual 1413 (20 avril 1993) fixant les conditions d'importation et de commercialisation des semences à cultiver au Maroc, tel qu'il a été modifié,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La société « AGRIVAL » dont le siège social sis 49/53, rue capitale Thiriat, Casablanca, est agréée pour commercialiser des semences certifiées de céréales à pailles, de maïs, des légumineuses alimentaires, des légumineuses fourragères, des oléagineuses et des semences standard de légumes.

ART. 2. – La durée de validité de cet agrément est de cinq ans, à partir de la date de publication du présent arrêté au « Bulletin officiel ».

Il peut être renouvelé pour des durées de cinq ans à condition que la demande de renouvellement soit formulée trois mois avant l'expiration de sa validité.

ART. 3. – La déclaration prévue à l'article 2 de chacun des arrêtés susvisés n°857-75, 858-75, 859-75, 862-75, 971-75 et 2197-13 doit être faite par la société « AGRIVAL » à l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires comme suit :

- à la fin du mois de décembre de chaque année pour les achats, les ventes et les stocks en semences des céréales à pailles ;
- mensuelle pour les achats et les ventes en semences pour les autres espèces mentionnées à l'article premier ci-dessus.

ART. 4. – L'agrément objet du présent arrêté peut être retiré en cas d'infraction dûment constatée aux dispositions du dahir n° 1-69-169 susvisé, ou à la législation relative à l'importation et la commercialisation des semences à cultiver au Maroc.

ART. 5. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 3 chaabane 1436 (22 mai 2015).

AZIZ AKHANNOUCH.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n°1747-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant agrément de la société « VILMORIN ATLAS » pour commercialiser des semences standard de légumes.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME,

Vu le dahir n°1-69-169 du 10 jourmada I 1389 (25 juillet 1969) réglementant la production et la commercialisation de semences et de plants, tel qu'il a été modifié et complété, notamment ses articles premier, 2 et 5 ;

Vu la loi n° 25-08 portant création de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires promulguée par le dahir n° 1-09-20 du 22 safar 1430 (18 février 2009), notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 971-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif au contrôle des semences standard de légumes ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 966-93 du 28 chaoual 1413 (20 avril 1993) fixant les conditions d'importation et de commercialisation des semences à cultiver au Maroc, tel qu'il a été modifié,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La société « VILMORIN ATLAS » dont le siège social sis 158, boulevard Abdellah Ben Yacine, Casablanca, est agréée pour commercialiser des semences standard de légumes.

ART. 2. – La durée de validité de cet agrément est de cinq ans, à partir de la date de publication du présent arrêté au « Bulletin officiel ».

Il peut être renouvelé pour des durées de cinq ans à condition que la demande de renouvellement soit formulée trois mois avant l'expiration de sa validité.

ART. 3. – La déclaration mensuelle prévue à l'article 2 de l'arrêté susvisé n° 971-75, des achats et des ventes des semences mentionnées à l'article premier ci-dessus doit être faite par la société « VILMORIN ATLAS » à l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires.

ART. 4. – L'agrément objet du présent arrêté peut être retiré en cas d'infraction dûment constatée aux dispositions du dahir n°1-69-169 susvisé, ou à la législation relative à l'importation et la commercialisation des semences à cultiver au maroc.

ART. 5. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 3 chaabane 1436 (22 mai 2015).

AZIZ AKHANNOUCH.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 1748-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant agrément de la société « RIJK ZWAAN MAROC » pour commercialiser des semences standard de légumes.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME,

Vu le dahir n° 1-69-169 du 10 jourmada I 1389 (25 juillet 1969) réglementant la production et la commercialisation de semences et de plants, tel qu'il a été modifié et complété, notamment ses articles premier, 2 et 5 ;

Vu la loi n° 25-08 portant création de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires promulguée par le dahir n° 1-09-20 du 22 safar 1430 (18 février 2009), notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 971-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif au contrôle des semences standard de légumes ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 966-93 du 28 chaoual 1413 (20 avril 1993) fixant les conditions d'importation et de commercialisation des semences à cultiver au Maroc, tel qu'il a été modifié,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La société « RIJK ZWAAN MAROC » dont le siège social sis 620, 1^{er} étage, immeuble Fadoukheir Idder, avenue Hassan II, Agadir, est agréée pour commercialiser des semences standard de légumes.

ART. 2. – La durée de validité de cet agrément est de cinq ans, à partir de la date de publication du présent arrêté au « Bulletin officiel ».

Il peut être renouvelé pour des durées de cinq ans à condition que la demande de renouvellement soit formulée trois mois avant l'expiration de sa validité.

ART. 3. – La déclaration mensuelle prévue à l'article 2 de l'arrêté susvisé n° 971-75, des achats et des ventes des semences mentionnées à l'article premier ci-dessus doit être faite par la société « RIJK ZWAAN MAROC » à l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires.

ART. 4. – L'agrément objet du présent arrêté peut être retiré en cas d'infraction dûment constatée aux dispositions du dahir n°1-69-169 susvisé, ou à la législation relative à l'importation et la commercialisation des semences à cultiver au maroc.

ART. 5. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 3 chaabane 1436 (22 mai 2015).

AZIZ AKHANNOUCH.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 1749-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant agrément de la société « MACHTAL JANAH ESSALAM » pour commercialiser des semences standard de légumes.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME,

Vu le dahir n°1-69-169 du 10 jourmada I 1389 (25 juillet 1969) réglementant la production et la commercialisation de semences et de plants, tel qu'il a été modifié et complété, notamment ses articles premier, 2 et 5 ;

Vu la loi n° 25-08 portant création de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires promulguée par le dahir n° 1-09-20 du 22 safar 1430 (18 février 2009), notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 971-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif au contrôle des semences standard de légumes ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 966-93 du 28 chaoual 1413 (20 avril 1993) fixant les conditions d'importation et de commercialisation des semences à cultiver au Maroc, tel qu'il a été modifié,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La société « MACHTAL JANAH ASSALAM » dont le siège social sis appartement n° A29, 4^{ème} étage, résidence Rizk, bloc A, Avenue Hassan II, Ait Melloul, est agréée pour commercialiser des semences standard de légumes.

ART. 2. – La durée de validité de cet agrément est de cinq ans, à partir de la date de publication du présent arrêté au « Bulletin officiel ».

Il peut être renouvelé pour des durées de cinq ans à condition que la demande de renouvellement soit formulée trois mois avant l'expiration de sa validité.

ART. 3. – La déclaration mensuelle prévue à l'article 2 de l'arrêté susvisé n° 971-75, des achats et des ventes des semences mentionnées à l'article premier ci-dessus doit être faite par la société « MACHTAL JANAH ESSALAM » à l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires.

ART. 4. – L'agrément objet du présent arrêté peut être retiré en cas d'infraction dûment constatée aux dispositions du dahir n°1-69-169 susvisé, ou à la législation relative à l'importation et la commercialisation des semences à cultiver au maroc.

ART. 5. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 3 chaabane 1436 (22 mai 2015).

AZIZ AKHANNOUCH.

**Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime
n° 1750-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant
agrément de la société « AGREMBAL » pour
commercialiser des semences standard de légumes.**

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE
MARITIME,

Vu le dahir n°1-69-169 du 10 jourmada I 1389 (25 juillet 1969) réglementant la production et la commercialisation de semences et de plants, tel qu'il a été modifié et complété, notamment ses articles premier, 2 et 5 ;

Vu la loi n° 25-08 portant création de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires promulguée par le dahir n° 1-09-20 du 22 safar 1430 (18 février 2009), notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 971-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif au contrôle des semences standard de légumes ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 966-93 du 28 chaoual 1413 (20 avril 1993) fixant les conditions d'importation et de commercialisation des semences à cultiver au Maroc, tel qu'il a été modifié,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La société « AGREMBAL » dont le siège social sis lot n°672, route Biougra, Ait Melloul est agréée pour commercialiser des semences standard de légumes.

ART. 2. – La durée de validité de cet agrément est de cinq ans, à partir de la date de publication du présent arrêté au « Bulletin officiel ».

Il peut être renouvelé pour des durées de cinq ans à condition que la demande de renouvellement soit formulée trois mois avant l'expiration de sa validité.

ART. 3. – La déclaration mensuelle prévue à l'article 2 de l'arrêté susvisé n° 971-75, des achats et des ventes des semences mentionnées à l'article premier ci-dessus doit être faite par la société « AGREMBAL » à l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires.

ART. 4. – L'agrément objet du présent arrêté peut être retiré en cas d'infraction dûment constatée aux dispositions du dahir n°1-69-169 susvisé, ou à la législation relative à l'importation et la commercialisation des semences à cultiver au maroc.

ART. 5. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 3 chaabane 1436 (22 mai 2015).

AZIZ AKHANNOUCH.

**Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime
n° 1751-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant
agrément de la société « HORTIPROD » pour
commercialiser des semences standard de légumes.**

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE
MARITIME,

Vu le dahir n°1-69-169 du 10 jourmada I 1389 (25 juillet 1969) réglementant la production et la commercialisation de semences et de plants, tel qu'il a été modifié et complété, notamment ses articles premier, 2 et 5 ;

Vu la loi n° 25-08 portant création de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires promulguée par le dahir n° 1-09-20 du 22 safar 1430 (18 février 2009), notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 971-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif au contrôle des semences standard de légumes ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 966-93 du 28 chaoual 1413 (20 avril 1993) fixant les conditions d'importation et de commercialisation des semences à cultiver au Maroc, tel qu'il a été modifié,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La société « HORTIPROD » dont le siège social sis n°5, immeuble Lahrach, 2^{ème} étage, avenue Mohammed VI, Ait Melloul, Agadir, est agréée pour commercialiser des semences standard de légumes.

ART. 2. – La durée de validité de cet agrément est de cinq ans, à partir de la date de publication du présent arrêté au « Bulletin officiel ».

Il peut être renouvelé pour des durées de cinq ans à condition que la demande de renouvellement soit formulée trois mois avant l'expiration de sa validité.

ART. 3. – La déclaration mensuelle prévue à l'article 2 de l'arrêté susvisé n° 971-75, des achats et des ventes des semences mentionnées à l'article premier ci-dessus doit être faite par la société « HORTIPROD » à l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires.

ART. 4. – L'agrément objet du présent arrêté peut être retiré en cas d'infraction dûment constatée aux dispositions du dahir n°1-69-169 susvisé, ou à la législation relative à l'importation et la commercialisation des semences à cultiver au maroc.

ART. 5. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 3 chaabane 1436 (22 mai 2015).

AZIZ AKHANNOUCH.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 1752-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant agrément de la société « ACHTAL » pour commercialiser des semences standard de légumes.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME,

Vu le dahir n°1-69-169 du 10 joumada I 1389 (25 juillet 1969) réglementant la production et la commercialisation de semences et de plants, tel qu'il a été modifié et complété, notamment ses articles premier, 2 et 5 ;

Vu la loi n° 25-08 portant création de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires promulguée par le dahir n° 1-09-20 du 22 safar 1430 (18 février 2009), notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 971-75 du 8 chaoual 1397 (22 septembre 1977) portant homologation du règlement technique relatif au contrôle des semences standard de légumes ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 966-93 du 28 chaoual 1413 (20 avril 1993) fixant les conditions d'importation et de commercialisation des semences à cultiver au Maroc, tel qu'il a été modifié,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La société « ACHTAL » dont le siège social sis propriété Jouf Douar 1, Douar Allal Sidi Younes, commune rurale Ait Amira, cercle Biougra, province Chtouka Ait Baha, Agadir, est agréée pour commercialiser des semences standard de légumes.

ART. 2. – La durée de validité de cet agrément est de cinq ans, à partir de la date de publication du présent arrêté au « Bulletin officiel ».

Il peut être renouvelé pour des durées de cinq ans à condition que la demande de renouvellement soit formulée trois mois avant l'expiration de sa validité.

ART. 3. – La déclaration mensuelle prévue à l'article 2 de l'arrêté susvisé n° 971-75, des achats et des ventes des semences mentionnées à l'article premier ci-dessus doit être faite par la société « ACHTAL » à l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires.

ART. 4. – L'agrément objet du présent arrêté peut être retiré en cas d'infraction dûment constatée aux dispositions du dahir n°1-69-169 susvisé, ou à la législation relative à l'importation et la commercialisation des semences à cultiver au maroc.

ART. 5. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 3 chaabane 1436 (22 mai 2015).

AZIZ AKHANNOUCH.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 1753-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant agrément de la société « MAGHREB PALM » pour commercialiser des plants certifiés de palmier dattier.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME,

Vu le dahir n° 1-69-169 du 10 joumada I 1389 (25 juillet 1969) réglementant la production et la commercialisation de semences et de plants, tel qu'il a été modifié et complété, notamment ses articles premier, 2 et 5 ;

Vu la loi n° 25-08 portant création de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires promulguée par le dahir n° 1-09-20 du 22 safar 1430 (18 février 2009), notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts n° 166-01 du 7 chaoual 1421 (2 janvier 2001) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle, à la conservation et à la certification des plants de palmier dattier,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La société « MAGHREB PALM » dont le siège social sis Melk Haida 3, Chtouka Aït Baha, Commune rurale Oued Safa, Tin Hammou, est agréée pour commercialiser des plants certifiés de palmier dattier.

ART. 2. – La durée de validité de cet agrément est de cinq ans, à partir de la date de publication du présent arrêté au « Bulletin officiel ».

Il peut être renouvelé pour des durées de cinq ans à condition que la demande de renouvellement soit formulée trois mois avant l'expiration de sa validité.

ART. 3. – La déclaration prévue à l'article 2 de l'arrêté n° 166-01 susvisé, de la situation des stocks des plants mentionnés à l'article premier ci-dessus doit être faite aux mois de mai et de novembre de chaque année par la société « MAGHREB PALM » à l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires.

ART. 4. – L'agrément objet du présent arrêté peut être retiré en cas d'infraction dûment constatée aux dispositions du dahir n° 1-69-169 susvisé.

ART. 5. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 3 chaabane 1436 (22 mai 2015).

AZIZ AKHANNOUCH.

**Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime
n° 1754-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant
agrément de la pépinière « BIYADE » pour commercialiser
des plants certifiés d'olivier, des rosacées à pépins et des
semences et plants certifiés des rosacées à noyau.**

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE
MARITIME,

Vu le dahir n°1-69-169 du 10 jourmada I 1389 (25 juillet 1969)
réglementant la production et la commercialisation de semences
et de plants, tel qu'il a été modifié et complété, notamment ses
articles premier, 2 et 5 ;

Vu la loi n° 25-08 portant création de l'Office national de
sécurité sanitaire des produits alimentaires promulguée par le
dahir n°1-09-20 du 22 safar 1430 (18 février 2009), notamment
son article 2 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et du développement
rural n° 2099-03 du 8 chaoual 1424 (3 décembre 2003) portant
homologation du règlement technique relatif à la production, au
contrôle, au conditionnement et à la certification des semences
et des plants des rosacées à noyau (abricotier, amandier, cerisier,
pêcher, prunier et leurs porte-greffes) ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture, du
développement rural et des pêches maritimes n° 2110-05
du 21 ramadan 1426 (25 octobre 2005) portant homologation
du règlement technique relatif à la production, au contrôle et
à la certification des plants d'olivier ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche
maritime n° 2157-11 du 16 chaabane 1432 (18 juillet 2011) portant
homologation du règlement technique relatif à la production,
au contrôle, au conditionnement et à la certification des plants
des rosacées à pépins ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme
agraire n° 966-93 du 28 chaoual 1413 (20 avril 1993) fixant
les conditions d'importation et de commercialisation des
semences à cultiver au Maroc, tel qu'il a été modifié,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La pépinière « BIYADE » dont le
siège social sis Km 12, route Boufekrane, commune rurale
Mejat, Wilaya de Meknès, est agréée pour commercialiser des
plants certifiés d'olivier, des rosacées à pépins et des semences
et plants certifiés des rosacées à noyau.

ART. 2. – La durée de validité de cet agrément est de
cinq ans, à partir de la date de publication du présent arrêté
au « Bulletin officiel ».

Il peut être renouvelé pour des durées de cinq ans à
condition que la demande de renouvellement soit formulée
trois mois avant l'expiration de sa validité.

ART. 3. – La déclaration prévue à l'article 2 de chacun
des arrêtés susvisés n°s 2099-03, 2110-05, et 2157-11 doit être
faite par la pépinière « BIYADE » à l'Office national de sécurité
sanitaire des produits alimentaires, en avril et septembre de
chaque année comme suit :

- les achats et les ventes en plants pour l'olivier ;
- les achats, les ventes et les stocks en plants pour les
rosacées à pépins ;
- les achats, les ventes et les stocks en semences et plants
pour les rosacées à noyau.

ART. 4. – L'agrément objet du présent arrêté peut être
retiré en cas d'infraction dûment constatée aux dispositions
du dahir n°1-69-169 susvisé, ou à la législation relative à
l'importation et la commercialisation des semences à cultiver
au Maroc.

ART. 5. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 3 chaabane 1436 (22 mai 2015).

AZIZ AKHANNOUCH.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche maritime n° 1755-15 du 3 chaabane 1436 (22 mai 2015) portant agrément de la société « BOUYNSAN » pour commercialiser des plants certifiés d'olivier.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE
MARITIME,

Vu le dahir n° 1-69-169 du 10 jomada I 1389 (25 juillet 1969) réglementant la production et la commercialisation de semences et de plants, tel qu'il a été modifié et complété, notamment ses articles premier, 2 et 5 ;

Vu la loi n° 25-08 portant création de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires promulguée par le dahir n°1-09-20 du 22 safar 1430 (18 février 2009), notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes n° 2110-05 du 21 ramadan 1426 (25 octobre 2005) portant homologation du règlement technique relatif à la production, au contrôle et à la certification des plants d'olivier,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La pépinière « BOUYNSAN » dont le siège social sis Bouynsan, Tighssaline, province de Khénifra, est agréée pour commercialiser des plants certifiés d'olivier.

ART. 2. – La durée de validité de cet agrément est de cinq ans, à partir de la date de publication du présent arrêté au « Bulletin officiel ».

Il peut être renouvelé pour des durées de cinq ans à condition que la demande de renouvellement soit formulée trois mois avant l'expiration de sa validité.

ART. 3. – La déclaration prévue à l'article 2 de l'arrêté susvisé n° 2110-05, des achats et des ventes des plants visés à l'article premier ci-dessus, doit être faite par la société « BOUYNSAN » à l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires aux mois d'avril et de septembre de chaque année.

ART. 4. – L'agrément objet du présent arrêté peut être retiré en cas d'infraction dûment constatée aux dispositions du dahir n° 1-69-169 susvisé.

ART. 5. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 3 chaabane 1436 (22 mai 2015).

AZIZ AKHANNOUCH.